



Table des matières

Rapport de gestion	3
1.0 Faits saillants	4
2.0 Faits saillants financiers CRCD	6
3.0 Aperçu	7
4.0 Analyse de la performance par la direction	10
5.0 Rendement passé	22
6.0 Aperçu du portefeuille	23
Rapport de la direction	25
États financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant	26
Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois	63
Relevé des autres investissements	71
Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires	76

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

1.0 Faits saillants

1.1 Des engagements partout au Québec

CRCD et son écosystème⁽¹⁾ contribuent réellement au développement économique des régions. Au 30 juin 2019, les fonds engagés par région se répartissaient comme suit :

 <p>ABITIBI-TÉMISCAMINGUE*</p> <p>22 M\$ → 30 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative</p>	 <p>LAVAL</p> <p>19 M\$ → 11 entreprises</p>
 <p>BAS-SAINT-LAURENT*</p> <p>21 M\$ → 23 entreprises 0,2 M\$ → 1 coopérative</p>	 <p>MAURICIE*</p> <p>17 M\$ → 13 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative</p>
 <p>CAPITALE-NATIONALE</p> <p>80 M\$ → 39 entreprises 3 M\$ → 2 coopératives</p>	 <p>MONTÉRÉGIE</p> <p>181 M\$ → 53 entreprises 82 M\$ → 3 coopératives</p>
 <p>CENTRE-DU-QUÉBEC</p> <p>55 M\$ → 22 entreprises 13 M\$ → 2 coopératives</p>	 <p>MONTRÉAL</p> <p>241 M\$ → 76 entreprises 86 M\$ → 2 coopératives</p>
 <p>CHAUDIÈRE-APPALACHES</p> <p>107 M\$ → 36 entreprises 2 M\$ → 4 coopératives</p>	 <p>NORD-DU-QUÉBEC*</p> <p>3 M\$ → 15 entreprises</p>
 <p>CÔTE-NORD*</p> <p>3 M\$ → 9 entreprises</p>	 <p>OUTAOUAIS</p> <p>6 M\$ → 3 entreprises</p>
 <p>ESTRIE</p> <p>60 M\$ → 31 entreprises 4 M\$ → 4 coopératives</p>	 <p>SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN*</p> <p>62 M\$ → 63 entreprises 2 M\$ → 3 coopératives</p>
 <p>GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE*</p> <p>7 M\$ → 8 entreprises</p>	<p>HORS-QUÉBEC (sauf Europe)</p> <p>2 M\$ → 3 entreprises</p>
 <p>LANAUDIÈRE</p> <p>24 M\$ → 11 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative</p>	<p>EUROPE</p> <p>7 M\$ → 3 entreprises</p>
 <p>LAURENTIDES</p> <p>11 M\$ → 6 entreprises</p>	<p>FONDS</p> <p>63 M\$ → 15 fonds</p>

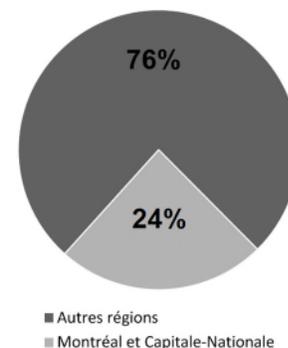
AU TOTAL

494
ENTREPRISES,
COOPÉRATIVES ET
FONDS

1 186 M\$
AU PROFIT DES
PME

60 500
EMPLOIS CRÉÉS OU
MAINTENUS

76 %
DES ENTREPRISES ET DES
COOPÉRATIVES SITUÉES AU
QUÉBEC PROVIENNENT DES
RÉGIONS AUTRES QUE
MONTRÉAL ET CAPITALE-
NATIONALE.

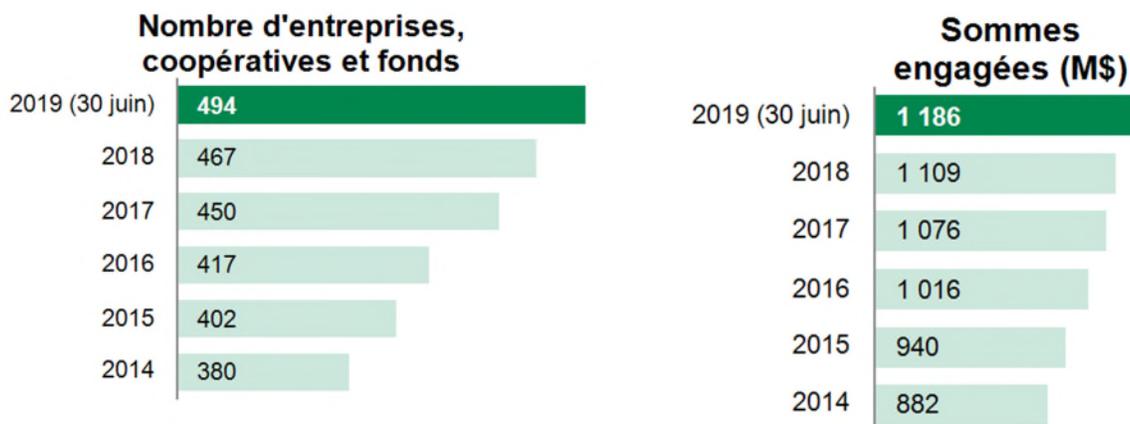


* Région ressource

⁽¹⁾ Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds de l'écosystème.

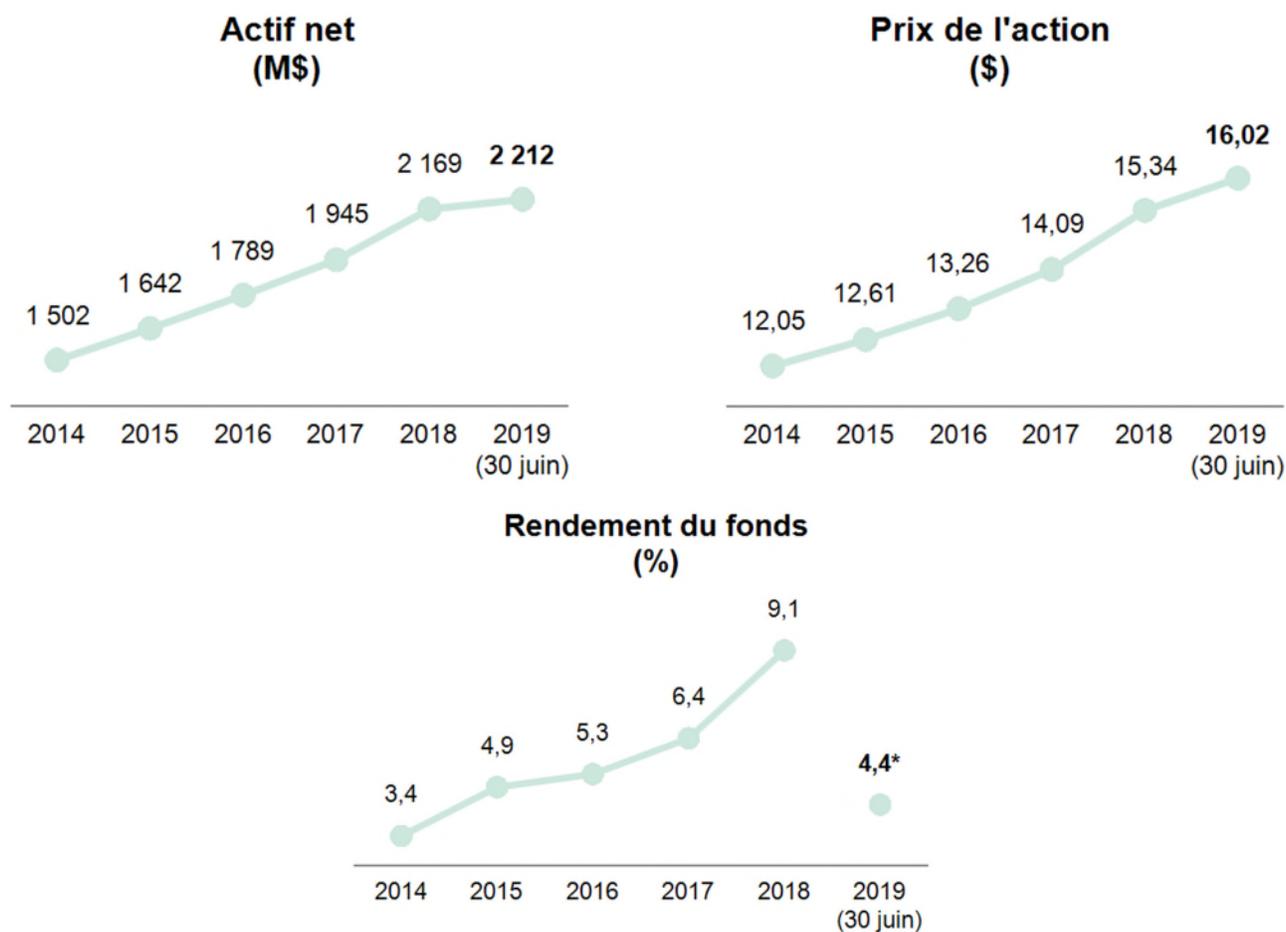
1.2 CRCD et son écosystème appuient les entreprises et coopératives

AU 30 JUIN 2019 ET AUX 31 DÉCEMBRE



1.3 Données financières CRCD

AU 30 JUIN 2019 ET AUX 31 DÉCEMBRE



*Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019.

2.0 Faits saillants financiers CRCD

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2019. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD.

2.1 Ratios et données supplémentaires

(en milliers de \$, sauf indication contraire)	30 juin 2019 (6 mois)	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Produits	24 178	70 285	51 392	44 449	45 269	44 422
Gains sur investissements	87 212	138 632	96 541	78 869	64 035	42 884
Bénéfice net	93 500	174 894	112 757	85 957	74 806	49 245
Actif net	2 212 051	2 168 804	1 945 342	1 789 417	1 642 076	1 502 462
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	138 089	141 391	138 080	134 944	130 183	124 665
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽¹⁾ (%)	1,7	1,6	1,9	2,2	2,0	2,2
Taux de rotation du portefeuille :						
- Investissements à impact économique québécois (%)	4	17	16	11	19	19
- Autres investissements (%)	42	163	87	126	131	102
Ratio des frais d'opération ⁽²⁾ (%)	-	-	-	-	-	-
Nombre d'actionnaires (nombre)	105 602	107 862	105 614	104 317	102 222	96 236
Émission d'actions ordinaires - catégorie A «Émission»	363	141 179	134 850	133 401	149 882	62 906
Émission d'actions ordinaires - catégorie B «Échange»	99 612	-	-	-	-	-
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	-	2 523	2 396	1 579	1 750	764
Rachat d'actions ordinaires	50 616	90 088	89 285	70 438	83 324	79 501
Investissements à impact économique québécois au coût	884 085	838 258	828 255	787 142	738 596	675 355
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	1 146 806	1 080 069	1 033 951	921 518	817 199	710 923
Fonds engagés mais non déboursés	157 890	192 169	183 606	189 121	171 082	193 764

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global et des frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net par l'actif net à la fin de la période ou par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

2.2 Variation de l'actif net par action ordinaire

(en \$)	30 juin 2019 (6 mois)	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Actif net par action ordinaire au début de la période / de l'exercice	15,34	14,09	13,26	12,61	12,05	11,66
Augmentation attribuable à l'exploitation	0,68	1,28	0,84	0,66	0,59	0,40
Intérêts, dividendes, distributions et honoraires de négociation	0,19	0,51	0,38	0,34	0,35	0,36
Charges d'exploitation	(0,13)	(0,21)	(0,24)	(0,26)	(0,23)	(0,25)
Impôts sur les bénéfices	-	(0,03)	(0,02)	(0,03)	(0,03)	(0,06)
Gains (pertes) réalisés	0,14	0,79	0,06	0,18	0,29	0,52
Gains (pertes) non réalisés	0,48	0,22	0,66	0,43	0,21	(0,17)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	-	(0,03)	(0,01)	(0,01)	(0,03)	(0,01)
Actif net par action ordinaire à la fin de la période / de l'exercice	16,02	15,34	14,09	13,26	12,61	12,05

3.0 Aperçu

CRCD a clôturé son premier semestre 2019 avec un bénéfice net de 93,5 M\$ (77,9 M\$ pour la même période en 2018), soit un rendement non annualisé de 4,4 % (4,1 % au 30 juin 2018), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 16,02 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 juin 2019 comparativement à 15,34 \$ à la fin de l'exercice 2018. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements. CRCD connaît d'ailleurs un rendement favorable depuis plus de dix ans.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement non annualisé de 4,1 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019, comparativement à un rendement de 8,8 % pour la même période un an plus tôt. Au 30 juin 2019, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 884,1 M\$ dont 83,9 M\$ ont été déboursés durant le premier semestre de 2019. Au 30 juin 2019, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 157,9 M\$. Les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 49,7 M\$. De plus, grâce au revirement favorable des marchés boursiers et obligataires, le portefeuille des autres investissements de CRCD affiche un rendement non annualisé de 6,6 % pour le premier semestre 2019, comparativement à un rendement non annualisé de 0,9 % pour la période correspondante de 2018.

Au cours du semestre, les émissions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » se sont élevées à 0,4 M\$, soit le solde de l'émission 2018 qui s'est terminée le 22 janvier 2019. La période de souscription pour l'émission 2019 débutera à compter de l'automne. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscriptions » du présent rapport. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 50,6 M\$. CRCD a également procédé à l'échange d'actions de catégorie A « Émissions » en actions de catégorie B « Échange » pour un montant total de 99,6 M\$. L'actif net a ainsi atteint 2 212,1 M\$. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2019 était de 105 602. Au 30 juin 2019, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 1 139,1 M\$.

3.1 Notre vision sur l'entrepreneuriat québécois

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois nécessaires à la santé de l'économie de la province.

De concert avec son gestionnaire Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital ou DC), CRCD, dans la réalisation de sa mission, vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

3.2 Au cœur de la croissance des entreprises

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCDD, par le biais de son gestionnaire, DC, agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

Joueur de premier plan sur l'échiquier du capital de développement au Québec, nous contribuons à la vitalité de l'économie québécoise en finançant nos entreprises dans leur croissance, en dynamisant nos régions, en soutenant la relève et les emplois pour bâtir un Québec solide maintenant et pour les générations futures. Leader québécois en transfert d'entreprises, nous avons déjà réalisé quelques centaines de transactions contribuant ainsi à la continuité et à la pérennité de nos fleurons. De plus, nous appuyons les entreprises en démarrage ou au premier stade de leur développement qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles et qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

Nous venons également soutenir les PME québécoises dans leur expansion en Europe avec le nouveau fonds Desjardins Capital Transatlantique s.e.c qui a débuté ses opérations au cours de l'exercice 2018. Avec ce fonds, une nouvelle expertise s'offre aux entrepreneurs québécois, bien au-delà de l'argent, par l'appui au développement international avec une équipe implantée sur le terrain. En effet, un représentant de DC est présent sur le territoire français pour appuyer les entrepreneurs québécois qui veulent développer de nouveaux marchés en s'implantant en Europe, par l'ouverture de bureaux ou l'acquisition de concurrents.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de nos partenaires actuels et potentiels, nous assurons le maintien d'une relation de proximité avec les entrepreneurs de l'ensemble de la province en créant plusieurs opportunités de rencontres. Ces entretiens permettent d'y rencontrer entrepreneurs, partenaires d'affaires et experts ayant des questionnements sur des sujets d'actualité tels que les défis de croissance et les enjeux liés à la relève d'entreprise.

Notre accompagnement va bien au-delà du partage de notre vaste réseau interne et externe de relations d'affaires. Diverses ententes ont été négociées, tantôt chez Desjardins tantôt avec d'autres firmes externes spécialisées, pour offrir à nos entrepreneurs des services à valeur ajoutée dans la poursuite de leurs objectifs.

Qui plus est, nous offrons du soutien sur mesure pour l'implantation et le suivi d'une saine gouvernance des PME qui apportent une valeur ajoutée indéniable à nos entreprises partenaires. Toujours très actifs en la matière, nous possédons un réseau de près de 250 administrateurs d'une compétence et d'une expertise inégalées dans l'industrie. Leur rôle est d'aider les entrepreneurs à implanter un forum de gouvernance en appui à la stratégie et la croissance de leurs affaires. Ils ont accès à des outils de travail et ils sont régulièrement formés et évalués afin de pouvoir répondre efficacement aux besoins des entreprises avec lesquelles ils collaborent. Notre modèle de gouvernance entrepreneuriale basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise est une forme d'accompagnement unique et très appréciée des entrepreneurs partenaires.

3.3 Contexte économique

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2019

Économie mondiale

La croissance annuelle du commerce mondial est demeurée très faible au début de 2019. On sent toutefois une stabilisation provenant essentiellement des pays émergents d'Asie, eux qui étaient aussi à la source d'une bonne partie des précédentes baisses. Même si la situation ne montre pas encore de véritable amélioration, elle ne se détériore plus vraiment. Toutefois, cette conjoncture demeure fragile et le secteur manufacturier mondial continue de montrer des signes de faiblesse. On le voit avec les indices des directeurs d'achats de ce secteur qui ont généralement poursuivi leurs baisses au cours des derniers mois. En zone euro, la croissance du PIB a été plus forte que prévu au premier trimestre, mais plusieurs indicateurs continuent de pointer vers une lente progression de l'économie. L'économie chinoise continue d'être sur sa lourde tendance de ralentissement, à laquelle s'ajoutent des facteurs conjoncturels. On sent d'ailleurs certaines faiblesses des indicateurs mensuels, surtout du côté de la production industrielle et des ventes d'automobiles. Dans le premier cas, on peut y voir, en partie, l'effet des tensions commerciales qui se sont exacerbées entre la Chine et les États-Unis. Par le biais de plusieurs mesures expansionnistes, le gouvernement chinois tente de stabiliser la croissance. On s'attend néanmoins à une poursuite du ralentissement. Dans son ensemble, la croissance du PIB réel mondial devrait être de 3,3 % en 2019 et en 2020.

Le deuxième trimestre s'est amorcé sur une note positive sur les marchés financiers, les principales places boursières poursuivant leur remontée en avril. La fin soudaine de la trêve commerciale entre la Chine et les États-Unis au début du mois de mai, alors que le président Donald Trump a soudainement annoncé la mise en place de nouveaux tarifs sur les importations chinoises, a toutefois ramené de la volatilité sur les marchés et a amplifié les inquiétudes concernant l'économie mondiale. Les taux obligataires ont fortement diminué puisque les investisseurs se sont tournés vers les valeurs refuges et ont recommencé à miser davantage sur un assouplissement des politiques monétaires, particulièrement du côté américain. Cette conviction grandissante d'une intervention des banques centrales a permis aux indices boursiers de reprendre rapidement une tendance haussière et d'afficher une performance remarquable pour l'ensemble du premier semestre de 2019. Le S&P 500 et le S&P/TSX ont même atteint un nouveau sommet historique au cours du deuxième trimestre. La Réserve fédérale américaine (FED) a abaissé ses taux directeurs à la fin du mois de juillet, une première en plus de dix ans.

En présentant la baisse des taux directeurs américains de juillet comme un ajustement de milieu de cycle, la FED a semblé vouloir limiter les attentes des investisseurs concernant des assouplissements monétaires supplémentaires. La nouvelle poussée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis au début du mois d'août et la réaction très négative des marchés pourraient toutefois inciter la FED à annoncer une deuxième baisse des taux directeurs dès septembre. Le président de la Banque centrale européenne a aussi laissé entrevoir qu'un assouplissement monétaire additionnel était probable en zone euro si la situation économique ne s'améliore pas. Les taux obligataires pourraient ainsi demeurer très faibles à court terme avant de remonter légèrement lorsque les tensions commerciales s'apaiseront. Il serait surprenant que la Banque du Canada imite la FED, surtout que le resserrement monétaire est moins avancé au pays. Les taux directeurs canadiens devraient ainsi rester stables pour plusieurs trimestres puisque l'économie canadienne envoie des signaux encourageants alors que l'environnement international semble plus incertain. L'évolution favorable des écarts de taux d'intérêt pourrait amener le dollar canadien à légèrement s'apprécier par rapport au dollar américain au cours des prochains trimestres.

États-Unis

Après une hausse annualisée de 3,1 % au premier trimestre de 2019, le PIB réel américain a progressé de 2,1 % au deuxième trimestre. La demande intérieure a repris du tonus au printemps grâce à une nette accélération des dépenses de consommation. On remarque toutefois une réduction des investissements non résidentiels et une baisse des exportations. Cela laisse croire que les incertitudes associées au commerce extérieur se font sentir sur l'économie américaine, en particulier sur le secteur manufacturier. Les fabricants manifestent d'ailleurs des inquiétudes envers les questions commerciales et la récente escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine pourrait envenimer la situation. Pour l'année 2019, la progression anticipée du PIB réel américain est à 2,3 %. Un gain de 1,9 % est attendu pour 2020. Il ne faudrait cependant pas que certains éléments de faiblesse qui commencent à se manifester prennent trop d'ampleur.

Canada

La faiblesse de l'économie canadienne s'est poursuivie au début de 2019. Après un gain de seulement 0,3 % à rythme trimestriel annualisé au dernier trimestre de 2018, le premier trimestre de 2019 s'est soldé par une progression de 0,4 %. Ce résultat en apparence décevant cache toutefois une excellente nouvelle : la demande intérieure ayant rebondi au premier trimestre grâce à une hausse de 3,4 %, mettant ainsi fin à deux trimestres consécutifs de recul. En outre, le marché du travail demeure très vigoureux et le taux de chômage a atteint un nouveau creux historique en mai dernier, soit 5,4 %. C'est donc dire qu'une importante détérioration du solde commercial est à l'origine des difficultés du PIB réel. Non seulement les exportations ont diminué, notamment en raison de la baisse de production de pétrole imposée par le gouvernement albertain, mais les importations ont fortement augmenté, stimulées par la hausse de la demande intérieure. La croissance économique devrait s'accélérer au deuxième trimestre de 2019 alors que les effets néfastes du ralentissement de la production de pétrole s'estomperont graduellement. La progression du PIB réel pourrait toutefois être un peu plus faible par la suite puisque les conditions économiques mondiales se sont légèrement détériorées et que les incertitudes liées aux tensions commerciales restent importantes. Au bout du compte, la hausse prévue du PIB réel canadien est de 1,5 % pour 2019 et de 1,6 % pour 2020.

Québec

L'économie du Québec continue de progresser à un bon rythme même si celui-ci est moins soutenu qu'en seconde moitié de 2018. La hausse annualisée du PIB réel québécois a tout de même atteint 2,4 % au premier trimestre de 2019 grâce à un rebond de l'économie interne. Les ménages accélèrent le rythme des dépenses de consommation. Le marché du travail favorable fait oublier la remontée des taux directeurs de la Banque du Canada de la mi-2017 à la fin 2018. L'emploi à temps plein progresse rapidement, le taux de chômage se maintient autour de 5 % et la hausse annuelle des salaires approche 3 %. La croissance des revenus s'avère donc rapide et le taux d'épargne est même remonté à 5,9 % au premier trimestre de 2019. Le secteur résidentiel reste vigoureux alors que les ventes de propriétés existantes sont en voie de franchir un nouveau sommet cette année. La hausse des prix moyens avoisine 5 % depuis le début de 2019. Par contre, les indicateurs concernant les entreprises pointent vers le bas, soit les investissements, les exportations internationales et les bénéfices nets des sociétés. Le ralentissement de l'économie mondiale et les tensions commerciales ont donc des répercussions jusqu'au Québec. Même si le contexte économique international continue à se détériorer pour les entreprises, les ménages permettront d'amortir les soubresauts. La hausse du PIB réel devrait ainsi avoisiner 2 % cette année. Le retrait des tarifs américains sur l'acier et l'aluminium en mai dernier s'avère positif, mais la ratification de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) ne semble pas assurée.

4.0 Analyse de la performance financière par la direction

4.1 Résultats d'exploitation

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 93,5 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2019, soit un rendement non annualisé de 4,4 %, comparativement à un bénéfice net de 77,9 M\$ (rendement non annualisé de 4,1 %) pour la même période en 2018. L'actif net par action augmente ainsi à 16,02 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin du semestre, comparativement à 15,34 \$ à la fin de l'exercice 2018. À titre indicatif, au prix de 16,02 \$, entrant en vigueur le 15 août 2019, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 13,5 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 16 août 2012.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements non annualisés respectifs de 4,1 % et de 6,6 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 0,9 % sur le rendement non annualisé de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec.

Rendement par activité

	Au 30 juin 2019			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 145	52,8	4,1	2,1
Autres investissements et encaisse	1 022	47,2	6,6	3,2
	2 167	100,0	5,3	5,3
Charges, nettes des frais d'administration			(0,9)	(0,9)
Impôts sur les bénéfices			-	-
Rendement de CRCD			4,4	4,4

⁽¹⁾Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les passifs financiers et les contrats de change.

Rendement par activité

	Au 30 juin 2018			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 080	56,0	8,8	4,7
Autres investissements et encaisse	847	44,0	0,9	0,4
	1 927	100,0	5,1	5,1
Charges, nettes des frais d'administration			(1,0)	(1,0)
Impôts sur les bénéfices			(0,0)	(0,0)
Rendement de CRCD			4,1	4,1

⁽¹⁾Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les passifs financiers et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 88,1 M\$ et des cessions de 51,4 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 36,7 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 30,2 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 1 146,9 M\$ au 30 juin 2019 (1 080,0 M\$ au 31 décembre 2018). La somme des investissements réalisés au cours du premier semestre de 88,1 M\$ est notamment attribuable aux investissements faits dans deux entreprises pour un montant global de 25,0 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 31,3 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 157,9 M\$ au 30 juin 2019, comparativement à 192,2 M\$ au 31 décembre 2018. Les engagements totaux au coût au 30 juin 2019 s'élevaient à 1 042,0 M\$ dans 114 entreprises, coopératives et fonds, dont 884,1 M\$ ont été déboursés. Au 30 juin 2019, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 494 entreprises, coopératives et fonds.

Un passif financier de 5,0 M\$ (4,7 M\$ au 31 décembre 2018) a varié de 0,3 M\$ au 30 juin 2019 à la suite de la hausse de valeur constatée sur les investissements sous-jacents.

Au cours du premier semestre 2019, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 44,9 M\$, soit un rendement de 4,1 %, comparativement à 89,3 M\$ pour la même période en 2018 (rendement de 8,8 %). L'écart de rendement entre les deux périodes s'explique principalement par des plus-values significatives dans quelques entreprises en portefeuille au cours du premier semestre 2018, la majorité des sociétés partenaires ayant par ailleurs bien performé au cours du présent semestre.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois

(en milliers de \$)	Semestre terminé le 30 juin 2019	Semestre terminé le 30 juin 2018
Produits	14 864	14 137
Gains et pertes	30 044	75 180
	44 908	89 317

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. Les honoraires de négociation, représentant 1,5 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2019 (1,6 M\$ en 2018), sont gagnés par DC, le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DC par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème continuent de prendre de l'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par les investissements directs de CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 7,3 M\$ pour le premier semestre de 2019 (7,1 M\$ en 2018), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

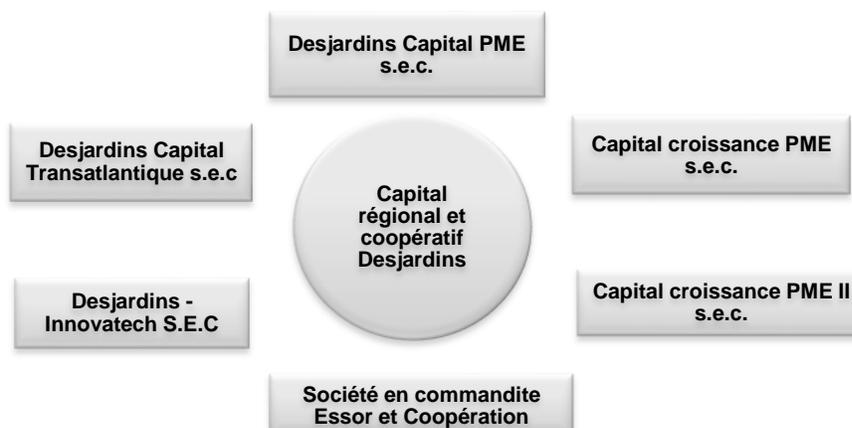
CRCD a enregistré, aux résultats du semestre, un gain réalisé et non réalisé de 30,0 M\$ comparativement à 75,2 M\$ pour la même période en 2018. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 30 juin 2019, le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois est relativement stable comparativement à celui observé au 31 décembre 2018, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer avec son gestionnaire, et ayant chacun sa mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

PRINCIPAUX FONDS DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DC, sont présentés ci-après :

- Le 1^{er} janvier 2018, DC a créé le fonds Desjardins Capital PME s.e.c. (DCPME) en partenariat avec Gestion privée Desjardins. Ce fonds a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec, avec une limite d'investissement ne dépassant pas 10 M\$. Ce fonds pérenne est une société en commandite ouverte, permettant ainsi au nombre de commanditaires de varier. Les engagements de ceux-ci sont effectués sur une base annuelle. Pour l'exercice 2019, les commanditaires, CRCD et le fonds privé GPD stratégie Complémentaire, se sont engagés à verser 100 M\$. Au 30 juin 2019, CRCD a déboursé un montant de 24,4 M\$ (30,4 M\$ au 31 décembre 2018) sur son engagement annuel de 40 M\$ et un total de 87 entreprises et fonds bénéficiaient de 154,1 M\$ engagés par le fonds DCPME.
- Le 4 juillet 2018, DC a créé conjointement avec la société française Groupe Siparex deux fonds, soit le fonds Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c. (DC Transatlantique) et le fonds Siparex Transatlantique – Fonds professionnel de Capital Investissements. Ces fonds ont pour objectif de co-investir dans des PME du Québec et de l'Europe pour les appuyer dans leurs démarches de commercialisation ou d'acquisition de chaque côté de l'Atlantique. CRCD et d'autres partenaires investisseurs tels que Exportation et développement Canada (EDC), Groupe Siparex et la banque publique d'investissement BPIFrance se sont engagés dans ces deux fonds pour une enveloppe totale de 75 M€, soit environ 120 M\$. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DC Transatlantique, géré par DC, est de 60,7 %. Au 30 juin 2019, CRCD avait déboursé 6,3 M\$ (5,1 M\$ au 31 décembre 2018) sur son engagement total de 34,1 M\$ (22,8 M€), permettant à quatre entreprises de bénéficier de 8,3 M\$ engagés par le fonds.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013, a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, se sont engagés à apporter des sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCD dans Essor et Coopération est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD a déboursé 34,7 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 30 juin 2019, un total de 21 coopératives bénéficiaient de 29,7 M\$ engagés par Essor et Coopération.
- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %. Outre cette participation, CRCD s'est engagé à effectuer un investissement additionnel sous la forme d'un billet pour un montant maximum de 5,0 M\$ dans DI dont 0,3 M\$ a été déboursé au premier semestre 2019, pour un déboursé total de 2,0 M\$. Ce billet ne vient pas modifier les parts détenues par CRCD dans ce fonds. DI contribue à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, en partenariat avec des organismes spécialisés localisés dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la commercialisation. Au 30 juin 2019, un total de 63 entreprises et fonds bénéficiaient de 67,8 M\$ engagés par DI.

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, avait une politique d'investissement semblable à celle du fonds DCPME, soit de mettre du capital à la disposition des entreprises québécoises, avec une limite d'investissement ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme initiale totale de 220 M\$. Le renouvellement de cette entente en 2014 a donné naissance au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II), qui permettait d'engager des sommes additionnelles de 320 M\$, portant ainsi le total des engagements dans les deux fonds à 540 M\$. Au 30 juin 2019, CRCD avait déboursé 249,5 M\$ sur son engagement total de 270 M\$. La période d'investissement de CCPME II ayant pris fin le 30 novembre 2017, les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 30 novembre 2023. Un total de 240 entreprises et fonds bénéficiaient de 209,5 M\$ engagés par les fonds CCPME au 30 juin 2019. Depuis leur création, ces fonds ont engagé 456,5 M\$ dans 375 entreprises.

Au total, ce sont 494 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 1 186 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de 60 500 emplois, au 30 juin 2019. De ce nombre, un total de 21 coopératives bénéficiaient d'engagements de 194,9 M\$.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité « investissements à impact économique québécois » sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « capital de risque »;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises en phases de démarrage, pré-démarrage et post-démarrage;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD.

RENDEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

Rendement par profil d'investissement

	Au 30 juin 2019			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Dette	347	16,0	5,3	0,8
Équité	657	30,3	3,5	1,1
Fonds externes	43	2,0	4,3	0,1
Capital de risque	78	3,6	4,6	0,2
Sous-total Profils d'investissement	1 125	51,9	4,1	2,1
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	20	0,9	2,1	-
Total Écosystème	1 145	52,8	4,1	2,1

Rendement par profil d'investissement

	Au 30 juin 2018			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Dette	311	16,1	2,3	0,4
Équité	672	34,9	12,0	4,0
Fonds externes	37	1,9	6,8	0,1
Capital de risque	48	2,5	9,5	0,2
Sous-total Profils d'investissement	1 068	55,4	8,9	4,7
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	12	0,6	(5,3)	(0,0)
Total Écosystème	1 080	56,0	8,8	4,7

La performance de l'écosystème entrepreneurial, avec un rendement total non annualisé de 4,1 %, s'explique surtout par les profils « Dette » et « Équité », lesquels forment l'essentiel du volume d'actifs sous gestion au 30 juin 2019. Le profil « Dette », avec un rendement non annualisé de 5,3 %, affiche une performance supérieure à celle de la même période en 2018 à la suite de la diminution des taux corporatifs entre les deux périodes. L'écart de rendement entre les deux périodes de six mois pour le profil « Équité » s'explique principalement par l'occurrence de plus-values significatives dans quelques dossiers en 2018, la majorité des sociétés partenaires ayant par ailleurs bien performé au cours du présent semestre.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant d'actifs liquides pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes, des fonds d'actions mondiales, des fonds d'actions canadiennes, des fonds immobiliers et des fonds de stratégies d'actions neutres au marché. Il procure une solide base de revenus courants à CRCD et assure une saine diversification.

Au 30 juin 2019, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 1 003,0 M\$ (804,7 M\$ au 30 juin 2018) et se détaillait comme suit :

Portefeuille des autres investissements

	Au 30 juin 2019		Au 30 juin 2018	
	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille
Encaisse et instruments de marché monétaire	32,7	3,3	64,8	8,0
Obligations	602,6	60,1	396,8	49,3
Fonds d'actions mondiales	163,0	16,2	156,7	19,5
Fonds d'actions canadiennes	74,0	7,4	93,9	11,7
Fonds immobiliers	100,2	10,0	92,5	11,5
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	30,5	3,0	-	-
Total Portefeuille	1 003,0	100,0	804,7	100,0

Au 30 juin 2019, 73 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (68 % au 30 juin 2018).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 45 % au terme du premier semestre 2019 (41 % au 30 juin 2018), une augmentation s'expliquant principalement par des désinvestissements importants dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois au deuxième semestre de 2018. Les fonds engagés mais non déboursés de 157,9 M\$, représentant 7 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD, pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer près de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Contribution générée par les autres investissements

(en milliers de \$)	Semestre terminé le 30 juin 2019	Semestre terminé le 30 juin 2018
Produits	10 755	8 650
Gains et pertes	57 168	(876)
	67 923	7 774

Les produits sont composés principalement des intérêts, des dividendes et des distributions sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les produits courants en hausse de 2,1 M\$ pour le premier semestre de 2019, comparativement à 2018, sont expliqués par l'augmentation du taux d'intérêt moyen effectif entre les deux périodes conjuguée à la croissance du portefeuille obligataire.

Les gains de 57,2 M\$ pour le premier semestre 2019 s'expliquent principalement par les actifs financiers suivants :

- Le portefeuille obligataire a enregistré une plus-value de 28,3 M\$ qui s'explique par la diminution des taux directeurs depuis décembre 2018 mais aussi par le rétrécissement des écarts de crédit induit par le discours accommodant des banques centrales durant ce premier semestre de 2019.
- La volte-face des marchés boursiers au cours du semestre a favorablement affecté le portefeuille des autres investissements de CRCD, avec des gains de 13,3 M\$ pour les fonds d'actions mondiales et de 13,6 M\$ pour les fonds d'actions canadiennes. Les fonds d'actions en portefeuille étant à faible volatilité, CRCD n'a pas pleinement bénéficié du contexte favorable des marchés boursiers au premier semestre de 2019.
- Les fonds immobiliers ont donné lieu à un gain de 1,5 M\$ qui s'explique principalement par l'appréciation de valeur d'immeubles à bureau, d'entrepôt et de distribution situés à Toronto et à Vancouver.

La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des risques de marché du portefeuille des autres investissements par l'entremise de titres canadiens et mondiaux qui ne sont pas liés au marché obligataire. De plus, CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne du portefeuille obligataire avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec et, par le biais d'AccèsD Internet.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation de 1,25 G\$. De par sa loi constitutive, les émissions d'actions sont depuis limitées à un montant équivalent aux rachats de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$. Chaque période d'émission est d'une durée de 12 mois et s'échelonne du 1^{er} mars au dernier jour de février de l'année suivante.

Cependant, depuis quelques années, le gouvernement provincial accorde à CRCD le droit d'émettre des actions pour un montant supérieur à celui prévu dans sa loi. Dans son budget du 27 mars 2018, le gouvernement a autorisé CRCD à émettre 140 M\$ d'actions de catégorie A « Émission » pour chacune des émissions 2018, 2019 et 2020 et a fixé le taux du crédit d'impôt octroyé pour l'acquisition de ces actions à 35 %. Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquiescer ces actions en lien avec les émissions 2018 et 2019, le montant maximum annuel de souscription alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 050 \$.

Dans ce même budget, de nouvelles dispositions ont été annoncées concernant la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles. En effet, le gouvernement du Québec a autorisé CRCD, pour les périodes d'émission 2018, 2019 et 2020 seulement, à procéder à l'échange de ses actions actuelles de catégorie A « Émission » vers de nouvelles actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale annuelle de 100 M\$. Ces nouvelles dispositions permettent aux actionnaires de CRCD n'ayant jamais procédé à un rachat d'échanger leurs actions actuelles de catégorie A « Émission », jusqu'à une valeur de 15 000 \$ annuellement, vers de nouvelles actions de catégorie B « Échange » qu'ils devront également détenir pendant sept ans, et ce, en contrepartie d'un crédit d'impôt provincial de 10 % des sommes échangées.

Ces dispositions ont été mises en place à l'automne 2018 et l'acceptation des demandes d'échange au montant maximal autorisé de 100 M\$ pour l'année d'imposition 2018 a eu lieu en février 2019. Le processus d'échange des actions en lien avec l'année d'imposition 2019 s'est déroulée au printemps dernier et l'acceptation des demandes pour un montant total permis de 100 M\$ a eu lieu en juillet 2019.

Ainsi, le capital-actions de CRCD comporte maintenant deux catégories d'actions. La catégorie A permet par son émission de recueillir des liquidités tandis que la catégorie B, qui a été créée récemment, vise à permettre l'échange des actions de la catégorie A.

La période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription ou tout échange dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission ou d'échanges autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour le premier semestre 2019 et l'exercice 2018, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 30 juin 2019, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 575,3 M\$ pour 138 088 850 actions ordinaires en circulation.

Au cours du semestre, CRCD a recueilli 0,4 M\$, en actions de catégorie A « Émission » ce qui représente le solde de l'émission 2018 qui s'est terminée le 22 janvier 2019. La période de souscription pour l'émission 2019 débutera à compter de l'automne. Quant à l'émission des actions de catégorie B « Échange » survenue à la suite de l'échange des actions de catégorie A « Émission », celle-ci s'est soldée à 99,6 M\$ pour les six premiers mois de 2019.

Pour le premier semestre 2019, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 50,6 M\$ (47,7 M\$ pour la même période en 2018).

Au 30 juin 2019, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à plus de 1 139 M\$. Au cours du deuxième semestre de 2019, aucune nouvelle action ne deviendra admissible au rachat car la vente des actions de l'émission 2012 avait été complétée avant le 30 juin 2012. Aussi, en juillet 2019, l'émission de 100 M\$ d'actions de catégorie B « Échange » pour la période d'émission 2019 réduira d'autant le solde des actions rachetables. CRCD est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Au 30 juin 2019, le nombre d'actionnaires est de 105 602 comparativement à 107 862 au 31 décembre 2018.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

	Semestre terminé le 30 juin 2019	Semestre terminé le 30 juin 2018
(en milliers de \$)		
Frais de gestion	9 701	12 701
Autres frais d'exploitation	2 752	2 351
Services aux actionnaires	5 818	2 313
	18 271	17 365

CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018. En vertu de cette convention, les frais de gestion sont équivalents à un taux maximum de 1,75 % (1,95 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation, au cours des dernières années, du solde des actions de CRCD admissibles au rachat. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent. La baisse des frais de gestion provient principalement d'un ajustement résultant des économies d'échelles réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD.

Les autres frais d'exploitation n'ont pas connu de variation significative entre les deux périodes.

La hausse des services aux actionnaires de 3,5 M\$ s'explique principalement par une hausse des frais informatiques et de distribution des actions. Premièrement, les investissements en technologie de l'information ont connu une hausse de 0,7 M\$ en lien avec la poursuite des travaux de mise en place d'une solution en ligne complète pour l'ensemble des actionnaires ayant débuté au cours de l'exercice 2018. Les transactions de souscriptions et de rachats liées aux actions seront disponibles en ligne au terme du projet.

Deuxièmement, les frais de distribution ont connu une hausse de 2,4 M\$, s'expliquant par la refonte de l'entente signée le 1^{er} janvier 2019 entre CRCD et la Fédération des caisses Desjardins du Québec au niveau de la rémunération consentie par CRCD au réseau des caisses Desjardins. Dans le cadre de cette entente, CRCD verse dorénavant aux caisses une rémunération en échange de l'ensemble des services conseils fournis aux actionnaires, déterminée annuellement en fonction de l'actif sous gestion de CRCD et du niveau d'automatisation des transactions d'actions. Les frais d'émission ont été abolis suite à ce changement. Ainsi, plus le degré d'utilisation de la solution en ligne offerte aux actionnaires sera élevé, plus les coûts vont diminuer. De plus, la réduction de 20 pb. du taux maximum des frais de gestion, accordée par DC, contribue à limiter l'impact de la hausse des actifs de CRCD.

Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices s'élève à 0,4 M\$ pour les six premiers mois de l'exercice 2019 comparativement à une charge de 0,3 M\$ pour la même période en 2018. La nature des produits a une influence importante sur la charge (recouvrement) d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019, les sorties de liquidités liées aux émissions nettes des rachats s'élèvent à 50,3 M\$ (sorties de liquidités de 46,1 M\$ en 2018). Les activités opérationnelles jumelées à des frais de développement d'une immobilisation incorporelle ont généré une entrée nette de liquidités de 26,8 M\$ (entrée nette de liquidités de 41,7 M\$ en 2018).

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 83,9 M\$ pour le premier semestre 2019 (105,7 M\$ en 2018). Le portefeuille des autres investissements affiche une entrée nette de fonds de 76,3 M\$ comparativement à 76,5 M\$ pour la même période en 2018.

Au 30 juin 2019, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 17,8 M\$ (41,3 M\$ au 31 décembre 2018).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ au 30 juin 2019. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau d'actifs liquides conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2019 ni au cours de l'exercice 2018.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations détenues est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen termes et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions admissibles pour les actionnaires qui en feront la demande.

4.2 Mission, vision, priorités stratégiques et stratégies de CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DC, assure la gestion de ses activités.

La vision, la mission, les objectifs et les stratégies de CRCD n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

4.3 Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD, incluant le risque stratégique dont la surveillance lui est spécifiquement confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements, les rapports financiers, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, l'assemblée générale des actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par six comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Les rôles et responsabilités des comités n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

4.4 Gestion des risques

PRATIQUES ET POLITIQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite de CRCD. Une politique de gestion intégrée des risques a été mise sur pied afin de fournir la capacité d'anticiper les événements de risques et d'être proactif pour réduire l'impact de ceux-ci.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 15 août 2019.

RISQUE DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobiliers détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 30 juin 2019 est de 956,6 M\$ (986,5 M\$ au 31 décembre 2018). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire et des obligations. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 20,6 M\$ (51,2 M\$ au 31 décembre 2018) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de CRCD de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 602,6 M\$ (642,0 M\$ au 31 décembre 2018) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse 36,0 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,6 % du prix de l'action de CRCD au 30 juin 2019 (39,9 M\$ pour 1,9 % au 31 décembre 2018). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 38,7 M\$ représentant une augmentation de 1,7 % du prix de l'action (42,9 M\$ pour 2,0 % au 31 décembre 2018). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, ce qui entraîne une limite à l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobilier d'une juste valeur de 100,2 M\$ (96,4 M\$ au 31 décembre 2018) peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de cette catégorie d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 221,1 M\$ (225,6 M\$ au 31 décembre 2018), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 233,2 M\$ (197,0 M\$ au 31 décembre 2018), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2019, les fonds d'actions mondiales et canadiennes d'une valeur de 237,0 M\$ (239,5 M\$ au 31 décembre 2018), qui sont détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 23,7 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 1,2 % du prix de l'action de CRCD.

Les fonds de stratégies d'actions neutres au marché, d'une valeur de 30,6 M\$ au 30 juin 2019 (aucune au 31 décembre 2018) sont exposés dans une moindre mesure à la variation des marchés boursiers car ils minimisent le risque au marché. De plus, ces fonds représentent une faible exposition sur le portefeuille, ainsi toute variation n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 22,0 M\$ (18,4 M\$ au 31 décembre 2018). Ainsi pour ces investissements, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 2,2 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,1 % du prix de l'action de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 80,7 M\$ soit 3,6 % de l'actif net au 30 juin 2019, comparativement à 76,4 M\$ soit 3,5 % de l'actif net au 31 décembre 2018.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 10 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2019, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 60,6 M\$ US (53,1 M\$ US au 31 décembre 2018) au taux de 1,3092 \$ CA/\$ US (1,3615 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2018), de même que des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 4,5 M€ (3,6 M€ au 31 décembre 2018) au taux de 1,5003 CA/€ (1,5685 CA/€ au 31 décembre 2018) et ce, le 30 septembre 2019. Au 30 juin 2019, CRCD n'a aucun collatéral sur ses contrats de change (4,5 M\$ au 31 décembre 2018).

Au 30 juin 2019, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et des comptes débiteurs de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 5,4 M\$ (1,8 M\$ au 31 décembre 2018). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 167,7 M\$ (137,4 M\$ au 31 décembre 2018). Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 16,8 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,7 % du prix de l'action de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements fait l'objet d'une révision mensuelle, afin d'identifier ceux qui répondent aux critères de cote 10.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater la stabilité du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

Cotes	Au 30 juin 2019		Au 31 décembre 2018	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	1 085 861	94,7	1 031 104	95,5
7 à 9 À risque	38 760	3,4	33 458	3,1
10 À haut risque et en insolvabilité	22 185	1,9	15 507	1,4

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

Cotes	Au 30 juin 2019		Au 31 décembre 2018	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	155 740	98,6	191 969	99,9
7 à 9 À risque	750	0,5	-	-
10 À haut risque et en insolvabilité	1 400	0,9	200	0,1

Pour le portefeuille obligataire, représentant 60,8 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (62,4 % au 31 décembre 2018), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes ⁽¹⁾	Au 30 juin 2019		Au 31 décembre 2018	
	(en milliers de \$)		(en milliers de \$)	
AAA	288 861		295 820	
AA	175 569		242 163	
A	79 593		56 401	
BBB	58 565		47 571	

⁽¹⁾ Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale R-1 faible, limitant ainsi le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la FCDQ.

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

	Au 30 juin 2019		Au 31 décembre 2018	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	32,6	19,2	33,5	19,7
Autres investissements ⁽²⁾	49,7	22,3	48,8	23,1

⁽¹⁾La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 62 % (63 % au 31 décembre 2018) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

⁽²⁾Les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales représentent 57 % (70 % au 31 décembre 2018) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives admissibles. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 30 juin 2019, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 53,3 % de l'actif net (51,3 % au 31 décembre 2018).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment la détention de titres étrangers au niveau du portefeuille des autres investissements. Au 30 juin 2019, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds d'actions mondiales et il est composé à 85,3 % de titres canadiens (86,8 % au 31 décembre 2018). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 30 juin 2019, le portefeuille des autres investissements représente 45,3 % de l'actif net (48,0 % au 31 décembre 2018).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 30 juin 2019, les titres obligataires représentent 27,2 % de l'actif net (29,6 % au 31 décembre 2018). La baisse observée du pourcentage attribué à cette catégorie de titres découle de l'augmentation de la pondération accordée aux investissements à impact économique québécois et de l'introduction de nouvelles catégories d'actifs, dans le but de diversifier et d'équilibrer l'ensemble du portefeuille entre le risque et le rendement tout en répondant aux besoins de liquidités de CRCD.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUES DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours du premier semestre de 2019 et de l'exercice 2018.

Étant donné la hausse anticipée du solde des actions rachetables de CRCD, en plus des initiatives mises en place afin de stimuler le rachat des actions, de nouvelles mesures temporaires annoncées par le gouvernement du Québec en mars 2018 permettent aux actionnaires admissibles de CRCD d'engager leur capital rachetable pour une période additionnelle de sept ans. Avec un montant annuel autorisé de 100 M\$ jusqu'en 2020, cette initiative assurera une plus grande disponibilité de capital au bénéfice des investissements à impact économique québécois et diminuera les besoins de liquidités reliés aux rachats d'actions. Se référer à la section « Souscription » pour les détails.

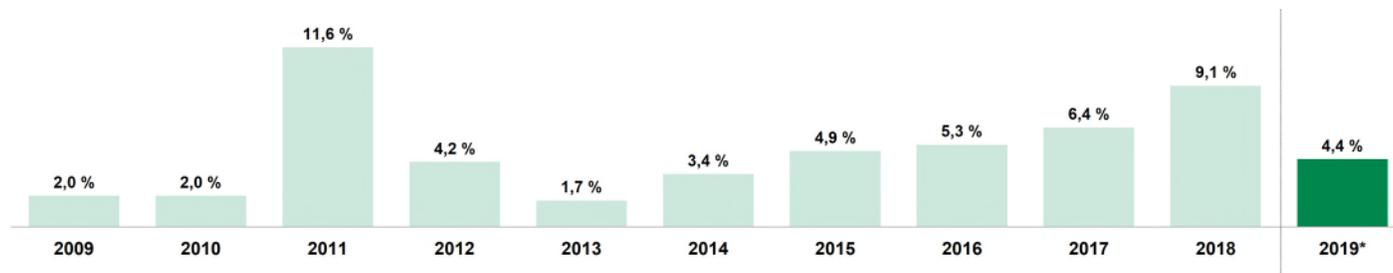
CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

5.0 Rendement passé

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

5.1 Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2019. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



*Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019.

5.2 Rendement composé de l'action ordinaire au 30 juin 2019

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
5,2 %	5,1 %	6,1 %	7,4 %	9,2 %

6.0 Aperçu du portefeuille

6.1 Principaux profils d'investissement

Au 30 juin 2019, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissent comme suit :

Profils d'investissement	% de l'actif net
INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS *	
Dette	16,7
Équité	29,9
Fonds externes	2,0
Capital de risque	3,8
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	0,9
Total – Investissements à impact économique québécois	53,3
AUTRES INVESTISSEMENTS	
Encaisse et instruments de marché monétaire	1,5
Obligations	27,2
Fonds d'actions mondiales	7,4
Fonds d'actions canadiennes	3,3
Fonds immobiliers	4,5
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	1,4
Total – Autres investissements	45,3

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 98,6 % des profils d'investissements et 1,4 % des autres éléments d'actifs.

6.2 Principaux investissements détenus

Au 30 juin 2019, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur sont les suivants :

Émetteurs au 30 juin 2019	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs*	32,7
Gouvernement du Canada	6,4
Fiducie du Canada pour l'habitation	6,2
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité cat. I	3,7
Fonds Desjardins Mondial de dividendes cat. I	3,7
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	2,3
Fonds CORE Fiera Immobilier	2,3
Province de Québec	1,9
Province du Manitoba	1,8
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	1,7
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	1,6
Province de l'Ontario	1,6

*** Les 14 émetteurs représentant collectivement 32,7 % de l'actif net de CRCD sont :**

Agropur Coopérative
 Avjet Holding inc
 Capital croissance PME II s.e.c.
 Desjardins - Innovatech S.E.C.
 Desjardins Capital PME s.e.c.
 Exo-s-inc.
 Groupe Gecko Alliance inc.
 Groupe Industries Fournier inc.
 Groupe Norbec inc. (10080233 Canada inc.)
 Groupe Solotech inc.
 Industries Amisco ltée (Les)
 La Coop fédérée
 Société en commandite Eссор et Coopération
 Telecon inc.

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 15 août 2019

Rapport de la direction

Le 15 août 2019

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 15 août 2019. Établis selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS), ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
30 juin 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens)



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les états financiers individuels ci-joints (les « états financiers ») donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2019 et 2018, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CRCD qui comprennent :

- les bilans individuels au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018;
- les états individuels du résultat global pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2019 et 2018;
- les états individuels des variations de l'actif net pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2019 et 2018;
- les tableaux individuels des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2019 et 2018;
- les notes afférentes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 15 août 2019

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Notes	Au 30 juin 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
ACTIF			
Investissements à impact économique québécois	7	1 146 806	1 080 069
Autres investissements	8	990 956	1 028 968
Immobilisations incorporelles	10	2 561	1 023
Impôts sur le bénéfice	19	31 317	26 477
Comptes débiteurs	11	44 778	45 981
Encaisse	12	12 174	12 428
		2 228 592	2 194 946
PASSIF			
Passifs financiers	13	4 956	4 726
Impôts sur le bénéfice	19	2 994	15 097
Comptes créditeurs	14	8 591	6 319
		16 541	26 142
ACTIF NET	16	2 212 051	2 168 804
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION		138 088 850	141 391 214
ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE		16,02	15,34

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

Sylvie Lalande, ASC,C.Dir, administratrice

Chantal Bélanger, FCPA, FCGA, administratrice

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États individuels du résultat global

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire)

	Notes	2019 \$	2018 \$
PRODUITS			
Intérêts	7	13 584	11 715
Dividendes et distributions		10 498	9 509
Frais d'administration		96	103
		24 178	21 327
GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS			
Réalisés		20 134	5 855
Non réalisés		67 078	68 449
		87 212	74 304
TOTAL DES PRODUITS ET DES GAINS SUR INVESTISSEMENTS			
		111 390	95 631
CHARGES			
Frais de gestion		9 701	12 701
Autres frais d'exploitation	18	2 752	2 351
Services aux actionnaires	18	5 818	2 313
		18 271	17 365
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS			
Impôts sur le bénéfice (recouvrement)	19	93 119 (381)	78 266 326
BÉNÉFICE NET DE LA PÉRIODE			
		93 500	77 940
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES			
		139 731 711	136 300 656
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE			
		0,67	0,57

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États individuels des variations de l'actif net

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 16)						Bénéfices non répartis	Actif net
	Actions « Émission » ⁽¹⁾		Actions « Échange » ⁽¹⁾		Total			
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$		
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	141 391 214	1 577 431	-	-	141 391 214	1 577 431	591 373	2 168 804
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	-	-	93 500	93 500
Opérations sur le capital-actions ⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	24 792	363	-	-	24 792	363	-	363
Rachat d'actions ordinaires	(3 327 156)	(34 314)	-	-	(3 327 156)	(34 314)	(16 302)	(50 616)
Echange d'actions ordinaires	(6 790 166)	(67 831)	6 790 166	99 612	-	31 781	(31 781)	-
SOLDE AU 30 JUIN 2019	131 298 684	1 475 649	6 790 166	99 612	138 088 850	1 575 261	636 790	2 212 051
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017	138 079 685	1 501 550	-	-	138 079 685	1 501 550	443 792	1 945 342
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	-	-	77 940	77 940
Opérations sur le capital-actions ⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	115 745	1 595	-	-	115 745	1 595	-	1 595
Frais d'émission, nets des impôts de 20 \$	-	(27)	-	-	-	(27)	-	(27)
Rachat d'actions ordinaires	(3 401 676)	(33 754)	-	-	(3 401 676)	(33 754)	(13 919)	(47 673)
SOLDE AU 30 JUIN 2018	134 793 754	1 469 364	-	-	134 793 754	1 469 364	507 813	1 977 177

⁽¹⁾ Actions « Émission » désignent les actions ordinaires de catégorie A « Émission » et Actions « Échange » désignent les actions ordinaires de catégorie B « Échange »; collectivement appelées actions ordinaires.

⁽²⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)

	2019 \$	2018 \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Bénéfice net de la période	93 500	77 940
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(87 212)	(74 304)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(593)	(1 294)
Amortissement des immobilisations incorporelles	183	-
Impôts différés	257	746
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(360)	(279)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(4 840)	2 692
Impôts sur le bénéfice à payer	(12 360)	-
Comptes débiteurs	586	(6 115)
Comptes créditeurs	1 457	(6 423)
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(83 936)	(105 718)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	45 452	78 558
Acquisition d'autres investissements	(425 570)	(525 232)
Produit de la cession d'autres investissements	501 918	601 743
	28 482	42 314
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1 721)	(628)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions ordinaires	363	1 548
Rachat d'actions ordinaires	(50 616)	(47 673)
	(50 253)	(46 125)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(23 492)	(4 439)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	41 253	29 438
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	17 761	24 999
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	12 933	10 046
Dividendes et distributions reçus	10 537	7 818
Impôts sur les bénéfices recouverts (payés)	(16 562)	3 112

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Notes afférentes aux états financiers individuels

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment, parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- L'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les autres administrateurs.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur, ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Depuis l'année financière ayant débuté le 1^{er} janvier 2006 et au cours de chaque année financière subséquente, les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donnée par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente. Depuis l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2016, ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année, pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019.

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (de 60 % à 65 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Si au terme d'un exercice, une de ces cibles n'est pas atteinte, CRCD aura une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de cet exercice.

Note 2 – Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Certains chiffres de la période précédente ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle des états financiers de la période courante. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur les résultats ni sur le total de l'actif et du passif de CRCD. Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 15 août 2019.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût ainsi que les immobilisations incorporelles qui sont évaluées sur la base du coût amorti.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers individuels sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de CRCD. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes afférentes sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Le symbole M\$ est utilisé pour désigner les millions de dollars.

Note 3 – Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour que le critère lié aux caractéristiques des flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée.

Modèles économiques

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers;
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de CRCD se résument comme suit :

Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de gérer et d'évaluer la performance des investissements sur une base de la juste valeur.

L'encaisse et les comptes débiteurs sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt.

Les comptes créditeurs sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds d'actions de stratégie neutre au marché

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds d'actions de stratégie neutre au marché sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à recevoir à la date de présentation de l'information financière.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

c) Immobilisations incorporelles

Le développement informatique est essentiellement composé des coûts relatifs au développement d'applications pouvant être utilisées à l'interne ou pour fournir des services aux actionnaires. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement au coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût, diminuées, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Ces coûts sont capitalisés lorsque la phase de développement de l'application commence. Les dépenses engagées avant cette phase sont comptabilisées en charges.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de leur durée d'utilité déterminée selon la méthode et la durée suivante :

	Méthode	Durée
Incorporelles		
Développement informatique	linéaire	3 ans

L'amortissement des immobilisations incorporelles commence dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. La méthode d'amortissement et leurs durées d'utilité sont révisées au moins une fois par année. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Dépréciation des immobilisations

La valeur comptable des immobilisations incorporelles est revue à chaque date de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe des indications qu'un actif a subi une perte de valeur. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, un test de dépréciation annuel est effectué en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

e) Capital-actions

Les actions ordinaires de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Le 1^{er} janvier 2019, une nouvelle entente de rémunération est intervenue avec le Réseau des caisses Desjardins. Suite à cette nouvelle entente, les frais d'émission d'actions qui étaient calculés en fonction de la valeur des actions émises et présentés dans les états individuels des variations de l'actif net ont été abolis et des nouveaux frais de distribution ont été introduits. Ces nouveaux frais de distribution qui couvrent dorénavant l'ensemble des services conseils fournis aux actionnaires, sont présentés dans les charges aux états individuels du résultat global.

f) Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

g) Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

h) Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

i) Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuilles (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

Note 5 – Modifications comptables futures

Il n'y a aucune norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 30 juin 2019 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

Note 6 – Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels audités.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCO ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	256 223	137 876	394 099
Actions privilégiées	280 918	57 766	338 684
Parts de fonds	229 472	66 518	295 990
Prêts et avances	102 960	618	103 578
Billet ⁽¹⁾	2 111	298	2 409
Garantis			
Prêts et avances	12 401	(355)	12 046
	884 085	262 721	1 146 806

	Au 31 décembre 2018		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	259 388	119 218	378 606
Actions privilégiées	259 039	58 478	317 517
Parts de fonds	209 690	64 152	273 842
Prêts et avances	94 634	278	94 912
Billet ⁽¹⁾	1 787	(91)	1 696
Garantis			
Prêts et avances	13 720	(224)	13 496
	838 258	241 811	1 080 069

⁽¹⁾ Le 28 septembre 2017, CRCO s'est engagé à investir sous la forme d'un billet, un montant maximum de 5,0 M\$ dans le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui utilisera cette somme pour effectuer des investissements à impact économique québécois. Ce billet contient une clause selon laquelle le montant à recevoir par CRCO sera équivalent à la juste valeur de l'investissement effectué par DI. Le produit reçu par DI lors d'une disposition partielle ou complète de l'investissement sera entièrement remis à CRCO et viendra réduire du même montant le billet à recevoir.

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 41,1 M\$ (40,1 M\$ au 31 décembre 2018) et des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 6,7 M\$ (5,4 M\$ au 31 décembre 2018).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 8,7 % (8,8 % au 31 décembre 2018). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour la période terminée le 30 juin 2019, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 4,9 M\$ (5,2 M\$ pour la période terminée le 30 juin 2018). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable aux changements du risque de crédit et, dans une moindre mesure, à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 3,7 années (2,8 années au 31 décembre 2018), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins de un an est de 32,0 M\$ (19,0 M\$ au 31 décembre 2018).

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Secteur d'activité	Au 30 juin 2019				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	472 381	83 388	555 769	1 700	557 469
Services	160 152	116 331	276 483	1 900	278 383
Innovations technologiques	19 969	(3 814)	16 155	400	16 555
Fonds	231 583	66 816	298 399	153 890	452 289
Total	884 085	262 721	1 146 806	157 890	1 304 696

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2018				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	473 564	63 683	537 247	2 648	539 895
Services	138 167	117 835	256 002	200	256 202
Innovations technologiques	15 050	(3 768)	11 282	-	11 282
Fonds	211 477	64 061	275 538	189 321	464 859
Total	838 258	241 811	1 080 069	192 169	1 272 238

⁽¹⁾ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2019 (6 mois) \$	2020 \$	2021 \$	2022 \$	2023 et après \$	Total \$
40 672	26 408	27 071	18 570	45 169	157 890

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 30 juin 2019		Au 31 décembre 2018	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	8	218 447	9	224 056
Entités associées				
Entreprises partenaires	27	321 453	26	317 697
Fonds	10	274 907	10	254 324

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 2 % et 45 % (9 % et 45 % au 31 décembre 2018) pour les entités associées. Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception de deux filiales et une entité associée. Au cours des périodes terminées les 30 juin 2019 et 2018, CRCD n'a reçu aucun dividende significatif d'une filiale.

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, les participations dans les fonds sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 13 % et 95 %.

Note 8 – Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	272 064	7 507	279 571
Provinciales, municipales ou garanties	157 907	8 109	166 016
Institutions financières	85 011	3 744	88 755
Sociétés	64 920	3 326	68 246
	579 902	22 686	602 588
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	20 552	-	20 552
Contrats de change ⁽²⁾	-	114	114
Fonds d'actions canadiennes	65 498	8 466	73 964
Fonds d'actions mondiales	152 351	10 639	162 990
Fonds immobiliers	95 587	4 601	100 188
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	30 130	430	30 560
Total	944 020	46 936	990 956

	Au 31 décembre 2018		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	286 256	1 733	287 989
Provinciales, municipales ou garanties	219 669	1 814	221 483
Institutions financières	82 312	(55)	82 257
Sociétés	50 353	(127)	50 226
	638 590	3 365	641 955
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	51 166	-	51 166
Contrats de change ⁽²⁾	-	(67)	(67)
Fonds d'actions canadiennes	93 188	(2 992)	90 196
Fonds d'actions mondiales	151 930	(2 640)	149 290
Fonds immobiliers	93 326	3 102	96 428
Total	1 028 200	768	1 028 968

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2019			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	6 363	46 443	527 096	579 902
Valeur nominale	6 360	46 621	537 554	590 535
Juste valeur	6 365	47 200	549 023	602 588
Taux moyen nominal ⁽³⁾	2,03 %	2,20 %	2,31 %	2,30 %
Taux moyen effectif	1,90 %	2,32 %	2,61 %	2,58 %

	Au 31 décembre 2018			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	3 561	30 337	604 692	638 590
Valeur nominale	3 560	30 599	614 673	648 832
Juste valeur	3 562	30 279	608 114	641 955
Taux moyen nominal ⁽³⁾	2,41 %	2,44 %	2,48 %	2,48 %
Taux moyen effectif	2,37 %	2,85 %	2,69 %	2,69 %

⁽¹⁾ Les instruments de marché monétaire sont composés de bons du Trésor, de papiers commerciaux, d'acceptations bancaires et de billets de dépôt au porteur au 30 juin 2019 comparativement à des bons du Trésor, des dépôts à terme, des papiers commerciaux et des acceptations bancaires au 31 décembre 2018.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 60,6 M\$ US (53,1 M\$ US au 31 décembre 2018) et un notionnel de 4,5 M€ (3,6 M€ au 31 décembre 2018) ont une échéance de trois mois.

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 167,7 M\$ (137,4 M\$ au 31 décembre 2018).

Au 30 juin 2019, les autres investissements n'ont aucun fonds engagés mais non déboursés.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 30 juin 2019			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	6 748	15 246	1 124 812	1 146 806
Autres investissements	709 985	180 783	100 188	990 956
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	36 308	36 308
Total des actifs financiers	716 733	196 029	1 261 308	2 174 070
Passifs financiers	-	-	4 956	4 956

	Au 31 décembre 2018			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	331	18 070	1 061 668	1 080 069
Autres investissements	758 973	173 567	96 428	1 028 968
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	36 925	36 925
Total des actifs financiers	759 304	191 637	1 195 021	2 145 962
Passifs financiers	-	-	4 726	4 726

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il y a eu un transfert entre les niveaux durant la période de six mois terminée le 30 juin 2019 (un transfert au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2018).

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2018	1 061 668	96 428	36 925	(4 726)
Gains (pertes) réalisés	6 366	-	1 543	(230)
Gains (pertes) non réalisés	17 468	1 499	-	-
Acquisitions/émissions	87 933	2 261	-	-
Cessions/remboursements	(48 623)	-	(2 160)	-
Juste valeur au 30 juin 2019	1 124 812	100 188	36 308	(4 956)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 30 juin 2019	14 911	1 499	-	-

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2018			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2017	1 033 687	88 845	14 943	(23 413)
Gains (pertes) réalisés	24 850	-	3 246	(7 504)
Gains (pertes) non réalisés	54 593	1 446	-	7 270
Acquisitions/émissions	105 847	2 223	4 218	-
Cessions/remboursements	(104 495)	-	(1 228)	19 701
Juste valeur au 30 juin 2018	1 114 482	92 514	21 179	(3 946)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et les passifs financiers détenus au 30 juin 2018	76 345	1 446	-	-

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 30 juin 2019			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	47 957	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 7,3 % à 11,2 % (8,1 %)
Actions non participantes	198 161	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,0 % à 13,2 % (5,5 %)
Actions participantes majoritaires	181 299	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,0 % à 12,4 % (10,7 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,2 % à 26,9 % (11,9 %)
	37 147	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	194 616	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,9 % à 21,6 % (10,1 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 6,6 % à 44,9 % (15,9 %)
	91 057	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	59 510	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	16 666	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	2 409	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	295 990	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 124 812			
Autres investissements – Fonds immobiliers	100 188	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	36 308	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (6,3 %)
Passifs financiers	(4 956)	Diverses	-	

Au 31 décembre 2018				
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	35 025	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,7 % à 16,0 % (9,0 %)
Actions non participantes	172 649	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,5 % à 13,0 % (6,1 %)
Actions participantes majoritaires	147 662	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,7 % à 12,5 % (9,3 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,9 % à 27,8 % (11,1 %)
	52 821	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	34 559	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	174 067	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,9 % à 21,6 % (11,1 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 6,6 % à 49,3 % (15,9 %)
	96 912	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	66 234	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	6 201	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	1 696	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	273 842	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 061 668			
Autres investissements – Fonds immobiliers	96 428	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissement à impact économique québécois	36 925	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 9,0 % (5,7 %)
Passifs financiers	(4 726)	Diverses	-	

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

⁽⁴⁾ Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 30 juin 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,2 %	+/- 0,2 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,3 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 10 – Immobilisations incorporelles

	Développement informatique (\$)
Coût	
Au 31 décembre 2017	-
Acquisition	1 096
Au 31 décembre 2018	1 096
Acquisition	1 721
Au 30 juin 2019	2 817
Amortissement cumulé	
Au 31 décembre 2017	-
Amortissement	(73)
Au 31 décembre 2018	(73)
Amortissement	(183)
Au 30 juin 2019	(256)
Valeur nette comptable	
Au 30 juin 2019	2 561
Au 31 décembre 2018	1 023

Note 11 – Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	8 144	8 033
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	36 308	36 925
Autres	326	1 023
	44 778	45 981

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 32,6 M\$ (30,5 M\$ au 31 décembre 2018).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCO s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 25,5 M\$ (26,2 M\$ au 31 décembre 2018) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Encaisse	12 174	12 428
Instruments de marché monétaire	5 587	28 825
	17 761	41 253

Note 13 – Passifs financiers

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 30 juin 2019, CRCD détenait des passifs financiers d'une juste valeur de 5,0 M\$ qui sont liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (4,7 M\$ au 31 décembre 2018).

Le paiement des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera ses passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

Note 14 – Comptes créditeurs

	Au 30 juin 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	4 730	6 282
Montant à payer sur les acquisitions des autres investissements	1 119	-
Autres	2 742	37
	8 591	6 319

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 15 – Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du premier semestre de 2019 ni au cours de l'exercice 2018.

Note 16 – Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » et de catégorie B « Échange », sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi.

Malgré les dispositions de la Loi concernant la capitalisation de CRCD, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 27 mars 2018, a autorisé CRCD à recueillir un montant annuel maximal de 140 M\$ en actions de catégorie A « Émission » pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2018 au 28 février 2021 comparativement à un montant annuel maximal de 135 M\$ pour les périodes de capitalisation du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2018.

Dans ce même budget, le ministre des Finances a également autorisé CRCD à procéder à l'échange des actions de catégorie A « Émission » détenues depuis au moins sept ans en actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale annuelle de 100 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2018 au 28 février 2021.

Chaque période de capitalisation, a une durée de 12 mois et débute le 1^{er} mars de chaque année.

Émis

L'actif net de CRCD au 30 juin 2019 s'élève à 2 212,1 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	*Solde en M\$			Rachat possible à compter de
	Actions « Émission »	Actions « Échange »	Total	
2001 à 2012	1 139,1	-	1 139,1	Aujourd'hui
2013	206,9	-	206,9	2020
2014	83,9	-	83,9	2021
2015	197,7	-	197,7	2022
2016	166,5	-	166,5	2023
2017	156,5	-	156,5	2024
2018	152,7	108,8	261,5	2025
L'actif net	2 103,3	108,8	2 212,1	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2019.

Note 17 – Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 16.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Note 18 – Charges

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2019 \$	2018 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	1 468	1 295
Honoraires pour services professionnels	454	427
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	306	311
Honoraires d'audit	93	93
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	84	59
Marketing	238	114
Autres charges	109	52
	2 752	2 351
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire (registrariat)	1 114	880
Communication de l'information aux actionnaires	276	165
Frais de distribution	2 614	165
Frais informatiques	1 606	1 005
Autres charges	208	98
	5 818	2 313

Note 19 – Impôts sur le bénéfice

Charge (recouvrement) d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin			
	2019		2018	
	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$
Exigibles (recouvrement)	(638)	-	(420)	(428)
Différés	257	-	746	408
	(381)	-	326	(20)

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2019 \$	2018 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,6 % (39,7% en 2018)	36 875	31 072
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(34 180)	(27 259)
Dividendes non imposables	(3 318)	(2 886)
Autres	242	(601)
	(381)	326

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actif		
Impôts en main remboursables	24 858	26 477
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	6 459	-
	31 317	26 477
Passif		
Impôts différés – frais d'émission	2 363	2 902
Impôts différés – autres	(5 357)	(5 639)
Impôts sur le bénéfice à payer	-	(12 360)
	(2 994)	(15 097)

CRCD s'attend à recouvrer 9,0 M\$ (3,5 M\$ au 31 décembre 2018) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (DC), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018. En vertu de cette convention, les frais de gestion sont équivalant à un taux maximum de 1,75 % (1,95 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation, au cours des dernières années, du solde des actions de CRCD admissibles au rachat. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009 et se termine le 31 décembre 2020.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'évolution de son logiciel de gestion des investissements.

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2019			Au 31 décembre 2018		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	-	100	100	-	12 947	12 947
Immobilisations incorporelles	-	2 561	2 561	-	1 023	1 023
Comptes débiteurs	-	-	-	827	-	827
Encaisse	-	12 534	12 534	-	12 482	12 482
Passif						
Comptes créditeurs	2 713	4 158	6 871	-	4 859	4 859

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin					
	2019			2018		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	6	6	-	66	66
Gains (pertes) sur investissements	-	2 993	2 993	-	3 484	3 484
Charges						
Frais de gestion	9 701	-	9 701	12 701	-	12 701
Autres frais d'exploitation	-	1 358	1 358	-	1 216	1 216
Services aux actionnaires	-	5 334	5 334	-	2 050	2 050
États des variations de l'actif net						
Frais d'émission	-	-	-	-	45	45

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins, Desjardins Capital de risque, S.E.C., Groupe Technologies Desjardins, Fiducie Desjardins et Desjardins Société de placement. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 253 000 \$ (235 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2018).

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à
impact économique québécois
Au 30 juin 2019



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « Relevé du coût ») ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) au 30 juin 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du Relevé du coût* du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Indépendance

Nous sommes indépendants du CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit du Relevé du coût au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note afférente au Relevé du coût, qui décrit la méthode de comptabilité appliquée. Le Relevé du coût a été préparé afin de se conformer aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. En conséquence, il est possible que le Relevé du coût ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du Relevé du coût

La direction est responsable de la préparation du Relevé du coût conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé du coût exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Lors de la préparation du Relevé du coût, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du Relevé du coût

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le Relevé du coût pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du Relevé du coût prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le Relevé du coût comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans le Relevé du coût au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 15 août 2019

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Abitibi-Témiscamingue						
Norbell Électrique inc.	2010	S	-	17	-	17
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	-	-	125
Total Abitibi-Témiscamingue			125	17	-	142
Bas-Saint-Laurent						
2862-2272 Québec inc. (Quincaillerie Home Hardware Rimouski)	2018	S	-	139	-	139
Domaine Élie-Raphaël inc.	2018	S	-	550	-	550
Total Bas-Saint-Laurent			-	689	-	689
Capitale-Nationale						
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	2 951	-	-	2 951
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	276	-	1 026
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 773	6 482	-	21 255
Jobillico inc.	2015	S	1 020	5 488	-	6 508
Latéral Innovations inc.	2019	M	-	250	-	250
Nuutok Entreprise inc.	2019	IT	-	515	-	515
Qohash inc.	2019	IT	1 000	-	-	1 000
Total Capitale-Nationale			20 494	13 011	-	33 505
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	-	-	3 732
CBR Laser inc.	2012	M	-	10 728	-	10 728
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	7 500	-	-	7 500
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Fruit d'or inc.	2018	M	20 000	-	-	20 000
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 740	-	-	3 740
Total Centre-du-Québec			35 222	10 728	-	45 950
Chaudière - Appalaches						
C.I.F. Métal Itée	2005	M	1 008	-	-	1 008
Cycles Lambert inc.	2018	S	-	-	3 800	3 800
Fertilec Itée	2019	M	-	500	-	500
Grondin et Nadeau inc.	2019	S	-	500	-	500
Groupe Filgo inc.	2012	S	11 735	-	-	11 735
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	17 000	2 529	-	19 529
Hortau inc.	2010	M	2 167	-	-	2 167
Industries Amisco Itée (Les)	2018	M	17 220	20 000	-	37 220
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 850	1 250	-	4 100
Total Chaudière - Appalaches			51 980	24 779	3 800	80 559
Estrie						
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	312	-	312
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	131	-	131
Exo-s-inc.	2012	M	20 572	2 665	-	23 237
FilSpec inc.	2004	M	1 291	-	-	1 291
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	12 362	3 858	-	16 220
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	1 500	519	-	2 019
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	528
Total Estrie			36 253	7 485	-	43 738

**Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 30 juin 2019**

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Les Entreprises Leblanc 3 inc.	2018	S	-	500	-	500
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			-	500	-	500
Hors Canada						
Pharmaxis Itée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	117	-	2 367
Technologies Xpertdoc inc.	2018	S	3 000	970	-	3 970
Total Lanaudière			5 250	1 087	-	6 337
Laval						
Ionodes inc.	2019	IT	-	369	-	369
Total Laval			-	369	-	369
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc. (9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	316	-	316
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	-	-	17
Total Mauricie			17	316	-	333
Montérégie						
9349-6347 Québec inc.	2019	S	-	14 580	-	14 580
9523383 Canada inc. (C.A.T.)	2016	S	8 224	-	-	8 224
A. & D. Prévost inc.	2011	M	5 589	-	-	5 589
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	1 431	-	1 431
Groupe Atis inc.	2015	M	34 231	1 769	-	36 000
Groupe Norbec inc.	2017	M	7 450	1 200	-	8 650
Groupe Nutri inc.	2018	M	15 000	-	-	15 000
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	2 589	-	-	2 589
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	674	-	674
NSE Automatech inc.	2013	M	2 639	-	-	2 639
Systèmes Architecturaux Unicef	2017	M	6 000	1 588	-	7 588
Valtech Fabrication inc.	2017	M	14 891	5 377	-	20 268
Volaille Novo inc.	2017	M	1 200	795	-	1 995
Total Montérégie			178 760	27 414	-	206 174

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Montréal						
10337803 Canada inc.	2019	S	-	-	2 250	2 250
Agence 360 inc.	2016	S	9 950	-	-	9 950
Agriculture Concentric inc.	2018	M	2 468	-	642	3 110
Alaya Soins inc.	2019	IT	504	-	-	504
Arbell Electronics inc.	2008	S	-	31	-	31
Courchesne, Larose Itée	2015	M	-	6 624	-	6 624
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	42	-	-	42
Emovi inc.	2018	M	824	-	-	824
Entreprise Nexmoov inc.	2018	IT	-	639	-	639
Groupe Alithya inc.	2015	S	22 217	-	-	22 217
Groupe Solotech inc.	2013	S	23 812	-	-	23 812
Keatext inc.	2018	IT	-	1 059	-	1 059
La Coop fédérée	2005	M	80 000	-	-	80 000
Motorleaf (9337-4791 Québec inc)	2018	IT	866	-	-	866
Mes Machines Intelligentes (MIMs) (9813063 Canada inc)	2019	IT	-	773	-	773
Mylo Financial Technologies inc.	2017	IT	1 000	1 000	-	2 000
nGUVU Technologies inc.	2018	IT	-	264	-	264
Ni2 inc.	2017	IT	5 084	-	932	6 016
Optina Diagnostiques inc.	2018	IT	868	-	-	868
Phildan inc.	2015	M	8 250	3 634	-	11 884
Potloc inc.	2018	IT	-	823	-	823
Rekruti Solutions inc.	2018	IT	-	327	-	327
Résidences pour aînés Immo 1ere inc.	2019	S	788	-	-	788
SPB Solutions inc.	2016	M	-	-	933	933
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	2018	IT	-	558	-	558
Technologies Heyday inc.	2019	IT	500	-	-	500
Tekalia Aéronautik (2010) inc.	2019	S	2 613	-	-	2 613
Télécon inc.	2011	S	38 149	-	-	38 149
Total Montréal			197 935	15 732	4 757	218 424
Nord-du-Québec						
Maple Gold Mines Ltd	2018	M	150	-	-	150
Ressources Sirios inc.	2019	M	150	-	-	150
Total Nord-du-Québec			300	-	-	300
Outaouais						
Agrisoma Biosciences inc.	2018	M	-	-	2 963	2 963
Total Outaouais			-	-	2 963	2 963
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9366-5099 Québec inc. (La Voie maltée - Laurier)	2018	S	-	-	525	525
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 014	-	-	7 014
L.S.M. Son & Lumières inc.	2019	S	-	500	-	500
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	333	-	333
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			8 445	833	881	10 159

**Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 30 juin 2019**

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets	
Fonds						
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	78 384	-	-	78 384
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	42 659	2 111	-	44 770
Desjardins Capital PME s.e.c.	2018	F	54 800	-	-	54 800
Desjardins Capital Transatlantique S.E.C.	2018	F	6 286	-	-	6 286
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	3 683	-	-	3 683
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	2011	F	2 499	-	-	2 499
Fonds d'investissement Luge I, S.E.C.	2018	F	450	-	-	450
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	4 619	-	-	4 619
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	8 990	-	-	8 990
Fonds Ecofuel I S.E.C.	2018	F	536	-	-	536
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	25	-	-	25
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Siparex Transatlantique - Fonds Professionnel de Capital Investissement	2018	F	1 380	-	-	1 380
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	23 569	-	-	23 569
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	1 592	-	-	1 592
Total Fonds			229 472	2 111	-	231 583
Total au coût			766 613	105 071	12 401	884 085

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier

S: Services

IT: Innovations technologiques

F: Fonds

Le relevé du coût des investissements à impact économique québécois est préparé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 30 juin 2019.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 30 juin 2019

Relevé des autres investissements (non audité)**Au 30 juin 2019**

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations (60,8 %)				
Obligations fédérales et garanties (28,2 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2021-12-15, 1,50 %	15 950	15 877	15 899
	2025-12-15, 1,95 %	22 387	21 746	22 614
	2025-12-15, 2,25 %	10 000	10 185	10 284
	2026-09-15, 1,90 %	53 475	52 233	53 812
	2027-06-15, 2,35 %	33 335	32 795	34 603
Gouvernement du Canada	2020-02-01, 1,25 %	2 500	2 493	2 493
	2024-03-01, 2,25 %	3 890	4 050	4 039
	2026-06-01, 1,50 %	22 000	21 860	22 098
	2027-06-01, 1,00 %	101 184	94 963	97 816
	2028-06-01, 2,00 %	5 100	5 307	5 331
	2029-06-01, 2,25 %	9 870	10 555	10 582
Total obligations fédérales et garanties		279 691	272 064	279 571
Obligations provinciales, municipales ou garanties (16,8 %)				
Municipal Finance Authority of British Columbia	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 005	3 111
Omers Finance Trust	2029-05-14, 2,60 %	800	799	822
OPB Finance Trust	2026-10-25, 2,98 %	6 330	6 327	6 638
Province de la Colombie-Britannique	2027-06-18, 2,55 %	1 500	1 486	1 560
	2028-12-18, 2,95 %	4 300	4 328	4 621
Province de la Nouvelle-Écosse	2027-06-01, 2,10 %	3 500	3 388	3 502
Province de la Saskatchewan	2026-06-02, 2,55 %	7 985	8 051	8 253
	2028-12-02, 3,05 %	9 000	9 295	9 661
Province de l'Alberta	2025-06-01, 2,35 %	1 800	1 761	1 841
	2027-06-01, 2,55 %	6 600	6 480	6 815
	2028-12-01, 2,90 %	1 000	1 000	1 061
Province de l'Ontario	2025-06-02, 2,60 %	20 800	20 493	21 583
	2026-06-02, 2,40 %	13 165	12 884	13 503
Province de Québec	2025-09-01, 2,75 %	30 000	29 845	31 444
	2026-09-01, 2,50 %	9 400	9 253	9 721
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2025-06-02, 2,30 %	4 500	4 367	4 563
Province du Manitoba	2024-06-02, 3,30 %	1 850	1 905	1 976
	2025-06-02, 2,45 %	6 000	5 874	6 167
	2027-06-02, 2,60 %	10 000	9 725	10 338
	2028-06-02, 3,00 %	10 400	10 251	11 074
	2029-06-02, 2,75 %	5 000	4 984	5 231
Province du Nouveau-Brunswick	2027-08-14, 2,35 %	2 500	2 406	2 531
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		159 430	157 907	166 016
Obligations d'institutions financières (9,0 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2024-06-19, 2,95 %	1 250	1 250	1 255
	2025-05-26, 3,30 %	6 530	6 590	6 942
Banque de Montréal	2024-03-06, 2,85 %	1 600	1 600	1 634
	2024-09-11, 2,70 %	900	900	927
	2026-12-09, 2,70 %	8 300	8 047	8 561
	2028-03-01, 3,19 %	4 900	4 874	5 244
Banque Nationale du Canada	2019-10-28, 2,40 %	1 500	1 502	1 502

Relevé des autres investissements (non audité)**Au 30 juin 2019**

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale	Coût	Juste Valeur
		\$	\$	\$
Obligations d'institutions financières (suite)				
Banque Royale du Canada	2020-02-11, 2,56 %	800	803	803
	2020-07-17, 1,92 %	1 000	993	1 000
	2025-07-16, 4,93 %	1 500	1 643	1 733
Banque Scotia	2024-06-28, 2,29 %	6 800	6 522	6 863
	2026-12-02, 2,62 %	900	867	924
	2028-02-02, 3,10 %	6 000	5 968	6 379
Banque Toronto-Dominion	2020-02-18, 2,55 %	1 500	1 505	1 506
	2024-03-08, 2,85 %	2 500	2 512	2 557
	2024-07-24, 3,23 %	8 190	8 190	8 650
	2024-07-25, 3,22 %	3 150	3 122	3 225
	2024-12-02, 2,50 %	2 220	2 220	2 233
	2027-01-26, 3,06 %	3 640	3 639	3 652
bcIMC Realty	2026-12-31, 3,00 %	600	600	624
Chartwell Résidences pour Retraités	2025-02-28, 4,21 %	200	200	211
CI Financial	2027-06-27, 3,90 %	350	340	361
Fairfax Financial Holdings	2027-09-06, 4,25 %	1 900	1 871	1 958
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2026-03-01, 3,29 %	1 750	1 729	1 782
	2027-09-07, 3,87 %	750	750	785
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2027-12-08, 4,18 %	1 600	1 594	1 712
	2029-03-11, 3,53 %	1 910	1 910	1 938
Financière Manuvie	2024-08-20, 3,05 %	750	725	767
First Capital Realty	2027-04-12, 3,75 %	800	800	815
Fonds de placement immobilier RioCan	2024-02-12, 3,29 %	551	537	565
Fonds de placement immobilier SmartCentres	2027-09-21, 3,83 %	1 500	1 465	1 554
Great-West Lifeco	2027-11-28, 3,34 %	500	495	535
Groupe TMX	2024-10-11, 3,00 %	250	250	256
Honda Canada Finance	2025-05-23, 3,44 %	845	843	889
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	2022-02-23, 2,64 %	300	300	302
Intact Corporation financière	2027-03-07, 2,85 %	1 600	1 600	1 614
John Deere Finance	2024-04-04, 2,46 %	90	90	91
OMERS Realty	2024-01-23, 2,86 %	1 000	987	1 029
	2027-07-04, 3,24 %	2 500	2 487	2 643
Société financière IGM	2026-10-26, 3,44 %	600	590	626
Toyota Credit Canada	2020-07-24, 2,12 %	1 600	1 601	1 600
	2024-03-27, 2,64 %	500	500	508
Total obligations d'institutions financières		85 626	85 011	88 755
Obligations de sociétés (6,8 %)				
407 International	2027-02-04, 2,43 %	1 650	1 555	1 669
Alectra	2027-02-17, 2,49 %	1 000	950	1 008
Algonquin Power & Utilities	2026-11-17, 4,09 %	400	392	423
	2028-10-29, 4,60 %	2 900	2 899	3 136
AltaGas	2024-10-15, 3,84 %	1 000	1 030	1 045
AltaLink	2026-02-28, 2,75 %	1 360	1 342	1 407
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2029-01-03, 2,73 %	580	580	598
Bell Canada	2026-05-12, 2,90 %	2 900	2 740	2 928
	2027-06-29, 3,60 %	2 000	1 946	2 104
Brookfield Asset Management	2026-12-16, 3,80 %	2 950	2 819	3 077
Brookfield Infrastructure Partners	2023-12-22, 3,32 %	800	781	816
	2028-06-11, 4,19 %	750	732	784
Brookfield Renewable Energy Partners	2025-03-02, 3,75 %	750	750	784

Relevé des autres investissements (non audité)**Au 30 juin 2019**

(en milliers de dollars)

Description	Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$	
Obligations de sociétés (suite)				
Compagnies Loblaw	2024-05-10, 3,92 %	180	181	192
	2028-09-11, 4,49 %	1 100	1 121	1 227
Enbridge	2019-09-02, 4,77 %	60	60	60
	2024-08-19, 3,95 %	750	759	800
	2025-06-29, 3,45 %	250	248	264
	2026-05-10, 3,00 %	1 000	967	1 026
	2027-03-08, 3,20 %	1 000	968	1 023
	2027-09-27, 5,38 %	1 700	1 700	1 677
	2028-04-12, 6,63 %	750	750	803
	2028-11-22, 3,52 %	800	800	850
Enbridge Gas Distribution	2025-06-11, 3,31 %	2 000	2 005	2 115
FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250	264
FortisBC Energy	2026-01-08, 2,58 %	975	952	996
Hydro One	2024-03-05, 2,54 %	5 760	5 757	5 870
	2025-11-26, 2,77 %	3 150	3 115	3 239
Inter Pipeline	2024-02-18, 2,73 %	1 000	1 000	1 005
	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	1 021
Lower Mattagami Energy	2026-10-21, 2,31 %	300	282	300
Metro	2027-09-06, 3,39 %	470	470	487
North West Redwater Partnership	2026-01-24, 3,20 %	2 000	1 980	2 076
	2027-03-01, 2,80 %	2 543	2 460	2 563
Pembina Pipeline	2026-05-11, 3,71 %	1 150	1 171	1 209
	2027-03-15, 4,24 %	2 300	2 341	2 501
Reliance	2025-01-15, 3,84 %	1 110	1 101	1 153
	2026-01-15, 3,75 %	370	369	380
Rogers Communications	2029-02-01, 3,25 %	1 600	1 596	1 638
Saputo	2025-06-14, 3,60 %	550	543	571
Shaw Communications	2026-12-01, 3,80 %	500	490	528
TELUS	2024-10-17, 3,75 %	1 800	1 804	1 907
	2025-12-10, 3,75 %	1 000	993	1 062
	2026-05-08, 2,75 %	1 120	1 119	1 122
	2027-12-01, 3,63 %	1 500	1 473	1 579
Toromont Industries	2025-06-30, 3,71 %	300	308	317
	2027-07-27, 3,84 %	750	750	799
TransCanada PipeLines	2025-04-17, 3,30 %	1 500	1 488	1 570
Transcanada Trust	2027-05-18, 4,65 %	1 000	902	953
Union Gas	2025-06-17, 3,19 %	1 000	997	1 050
	2027-08-22, 2,88 %	1 000	973	1 027
Westcoast Energy	2025-09-08, 3,77 %	1 160	1 161	1 243
Total obligations de sociétés		65 788	64 920	68 246
Total obligations		590 535	579 902	602 588
Instruments de marché monétaire (2,1 %)				
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2019-08-06, 1,90 %	1 500	1 497	1 497
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2019-09-30, 1,94 %	900	896	896
	2019-12-02, 1,85 %	750	744	744
Banque de Montréal	2019-07-19, 1,80 %	800	799	799
	2020-05-22, 2,00 %	1 500	1 473	1 473
Banque Nationale du Canada	2019-09-18, 1,82 %	1 100	1 096	1 096
Banque Royale du Canada	2020-06-24, 1,92 %	1 800	1 766	1 766

Relevé des autres investissements (non audité)**Au 30 juin 2019**

(en milliers de dollars)

Description	Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$	
Instruments de marché monétaire (suite)				
Banque Scotia	2019-09-17, 1,82 % 2020-05-21, 2,02 %	1 300 1 300	1 295 1 277	1 295 1 277
Banque Toronto-Dominion	2019-12-27, 1,85 %	1 000	991	991
Énergir	2019-07-31, 1,81 %	2 500	2 496	2 496
Province de l'Ontario	2019-11-27, 1,77 %	1 000	993	993
Province du Manitoba	2019-09-04, 1,74 % 2019-09-18, 1,75 %	1 000 4 250	997 4 232	997 4 232
Total instruments de marché monétaire	20 700	20 552	20 552	
Contrats de change (0,0 %)				
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2019-09-30, 1.30924 \$ CA/\$ 2019-09-30, 1.50025 \$ CA/\$	60 600 4 520	0 0	100 14
Total contrats de change	65 120	0	114	
Nombre de parts				
Fonds d'actions canadiennes (7,5 %)				
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité		2 614	32 461	36 303
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité		1 484	33 037	37 661
Total fonds d'actions canadiennes		65 498	73 964	
Fonds d'actions mondiales (16,4 %)				
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité		6 539	76 424	81 932
Fonds Desjardins Mondial de dividendes		3 856	75 927	81 058
Total fonds d'actions mondiales		152 351	162 990	
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché (3,1 %)				
Fonds CC&L Q Marché neutre		97	20 040	20 419
Fonds DGIA Marché neutre		981	10 090	10 141
Total fonds de stratégies d'actions neutres au marché		30 130	30 560	
Fonds immobilier (10,1 %)				
Fonds CORE Fiera Immobilier		42	46 888	50 051
Fonds immobilier canadien de prestige de Bentall Kennedy		6 106	48 699	50 137
Total fonds immobilier		95 587	100 188	
Total autres investissements (100,0 %)		944 020	990 956	

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements
au coût effectués par des fonds spécialisés et
partenaires

Au 30 juin 2019

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
 Au 30 juin 2019**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Capital croissance PME s.e.c.	50,00				
Abitibi-Témiscamingue					
2637-1914 Québec inc.(Télévision J. R.)		-	-	11	11
9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)		-	21	-	21
Abitibi Géophysique inc.		-	151	-	151
Hôtel Forestel Val d'Or inc.		-	651	-	651
Ressources Cartier inc.		44	-	-	44
Total Abitibi-Témiscamingue		44	823	11	878
Bas-Saint-Laurent					
9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Qc inc.)		-	74	-	74
Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)		-	-	216	216
Total Bas-Saint-Laurent		-	74	216	290
Canada Hors Québec et Ontario					
Eldorado Gold Corporation		57	-	-	57
Total Canada Hors Québec et Ontario		57	-	-	57
Capitale-Nationale					
9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)		-	13	-	13
Planifika inc.		-	-	119	119
Radio-Onde inc.		750	-	-	750
Total Capitale-Nationale		750	13	119	882
Centre-du-Québec					
2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)		-	-	190	190
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		-	78	-	78
Fromagerie L'Ancêtre inc.		-	89	-	89
Total Centre-du-Québec		-	167	190	357

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Chaudière - Appalaches					
Autobus Fleur de Lys inc.		-	-	8	8
Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)		-	-	77	77
Fenêtres Sélection inc.		-	36	-	36
Gesdix inc.		-	87	-	87
Humaco Acoustique inc.		-	82	-	82
Investissements Mika inc. (Les)		-	-	216	216
Productions Horticoles Demers (Les)		250	-	-	250
Serres Demers inc. (Les)		-	-	350	350
Umano Médical inc.		-	57	-	57
Total Chaudière - Appalaches		250	262	651	1 163
Côte-Nord					
9160-7671 Qc inc. (Pétroles MB)		600	-	-	600
Carrosserie Baie-Comeau inc.		-	-	58	58
Construction Leclerc et Pelletier inc.		-	-	10	10
Entreprises G.M. Mallet inc. (les)		-	-	86	86
Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.		-	-	155	155
Sécurgence inc.		-	-	114	114
Total Côte-Nord		600	-	423	1 023
Estrie					
6358331 Canada inc. (Groupe OEM)		458	-	-	458
Innotex inc.		-	121	-	121
Pieux Vistech - Postech inc.		-	459	-	459
S.E.2 inc.		125	-	-	125
Total Estrie		583	580	-	1 163
Fonds					
Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.		408	-	-	408
Total Fonds		408	-	-	408

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Laval					
8376905 Canada inc. (Paramédic)		-	202	-	202
Total Laval		-	202	-	202
Mauricie					
Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.		75	-	71	146
Investissements Bédard-Hallé inc.		-	-	539	539
Total Mauricie		75	-	610	685
Montérégie					
9120-6094 Québec inc. (Lanla)		-	20	-	20
9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)		-	-	225	225
Câbles Ben-Mor inc. (Les)		-	-	676	676
Comax, coopérative agricole		900	-	-	900
Hygie Canada inc.		-	-	348	348
Industries M.R. inc. (Les)		-	-	63	63
Plomberie St-Luc inc.		-	180	-	180
Total Montérégie		900	200	1 312	2 412
Montréal					
9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)		-	1 339	-	1 339
9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)		-	-	300	300
Alta Précision inc.		1 500	-	510	2 010
Balcon Idéal inc.		-	147	-	147
CTA de Negotium		-	585	-	585
DEK Canada inc.		518	163	-	681
Ge-ber Transport inc.		-	-	69	69
LVL Studio inc.		625	-	878	1 503
Total Montréal		2 643	2 234	1 757	6 634

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Nord-du-Québec					
9223-3196 Québec inc. (Rona)		-	72	-	72
Exploration Midland inc.		71	-	-	71
Némaska Lithium inc.		9	-	-	9
Ressources GéoMégA inc.		18	-	-	18
Total Nord-du-Québec		98	72	-	170
Outaouais					
Gestion S. Kelly (Métro Kelly)		300	-	500	800
Total Outaouais		300	-	500	800
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)		-	-	41	41
4145275 Canada inc. (Chlorophylle)		200	-	145	345
8439117 Canada inc. (RSI Environnement)		-	195	-	195
9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)		-	-	59	59
Cuisines G.B.M. inc. (Les)		-	6	-	6
Denis Lavoie & fils Itée		-	-	188	188
Garage Georges Beaudoin inc.		-	-	28	28
Location A.L.R. inc.		-	-	231	231
Messagerie du Fjord inc.		-	-	296	296
Métatube (1993) inc.		-	79	-	79
Sécuor inc.		-	63	-	63
Sports Guy Dumas inc.		36	-	-	36
Théka Industries inc.		-	170	-	170
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		236	513	988	1 737
		6 944	5 140	6 777	18 861
Fonds engagés mais non déboursés					134
Total Capital croissance PME, s.e.c.					18 995

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2018	50,00				
Capital croissance PME II s.e.c.					
Abitibi-Témiscamingue					
9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)		800	600	-	1 400
9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)		-	-	5	5
9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)		-	105	-	105
Abitibi Géophysique inc.		-	69	-	69
Ace services mécaniques inc.		-	57	-	57
Autobus Maheux Ltée (Les)		-	975	-	975
Centre de camping et propane d'Amos		-	296	-	296
Construction Gaston Proulx et Frères inc.		-	54	123	177
Corporation aurifère Monarques		158	-	-	158
Gestion Martin Dandurand inc.		-	50	-	50
Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	66	-	66
Hôtel des Eskers inc.		-	185	-	185
Maison des Viandes inc.		-	248	-	248
Menuiserie Jalbert inc.		-	101	-	101
Minière Osisko inc.		52	-	-	52
Probe Metals inc.		88	-	-	88
Ressources Cartier inc.		87	-	-	87
Ressources Falco Ltée		142	-	-	142
Ressources minières Radisson inc.		155	-	-	155
Ressources Yorbeau inc. (Les)		53	-	-	53
Total Abitibi-Témiscamingue		1 535	2 806	128	4 469
Bas-Saint-Laurent					
9091-4532 Québec inc. (Cotech)		-	365	-	365
9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)		-	-	110	110
9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)		-	101	-	101
Bouffard Sanitaire inc.		-	-	327	327
Gestion AFM-Séma inc.		978	226	-	1 204
Gestion Brasa inc.		-	190	1 166	1 356
Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)		-	-	70	70
Groupe PVP inc.		250	-	-	250
Les Finesses d'Alsace inc.		-	84	-	84
Location Jesna inc.		-	-	175	175
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.		-	-	492	492
Service Diron inc.		-	141	-	141
Total Bas-Saint-Laurent		1 228	1 107	2 340	4 675

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Capitale-Nationale				
	9166-4789 Québec inc. (Re/max Référence 2000)	-	-	300	300
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	174	174
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	141	-	141
	9348-0648 Québec inc. (Gestion CC Blouin inc.)	-	-	174	174
	Capilex-Beauté Itée	-	-	462	462
	DMB Distribution alimentaire inc.	1 312	221	-	1 533
	Entreprises Pol R inc.	2 713	-	-	2 713
	Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)	-	1 438	-	1 438
	Lasertech industries inc.	-	280	-	280
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	767	767
	Multi Options Nursing inc.	-	115	-	115
	Panthera Dental inc.	188	-	-	188
	R. Bouffard & Fils inc.	-	-	416	416
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	316	-	316
	Ventilation CDR inc.	-	196	-	196
	Vitrierie Lepage (1995) inc.	205	-	-	205
	Total Capitale-Nationale	4 418	2 707	2 293	9 418
	Centre-du-Québec				
	9138-4529 Québec inc. (GG Telecom)	1 800	-	-	1 800
	9324-9605 Québec inc. (Précolaire Vision)	84	-	-	84
	Advantag Canada inc.	-	93	242	335
	Davinci Compass inc.	-	-	369	369
	Distribution Pro-Excellence	-	350	-	350
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	107	-	107
	Lacal Technologie inc.	-	320	-	320
	NMédia Solutions inc.	-	53	-	53
	Produits Mobilicab Canada inc.	-	-	1 474	1 474
	Réfléc inc.	-	187	-	187
	Remorques Leblanc (2010) (Bec-Chine inc.)	103	-	-	103
	Sipromac II inc.	-	-	266	266
	Total Centre-du-Québec	1 987	1 110	2 351	5 448

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2018	50,00				
Capital croissance PME II s.e.c. (suite)					
Chaudière - Appalaches					
Acriart inc.		-	-	5	5
Emballages E.B. Itée (Les)		-	344	-	344
F. Charest Itée		-	-	658	658
Gestion Maître C inc.		1 695	-	-	1 695
Groupe Audaz inc.		-	150	-	150
Groupe Lou-Tec inc.		-	288	-	288
Humaco Acoustique inc.		-	333	-	333
I. Thibault inc.		-	37	-	37
Industries et équipements Laliberté (Les)		-	432	-	432
Productions Horticoles Demers (Les)		188	768	-	956
Résidence intermédiaire Fortier inc.		-	105	-	105
Techno-Moules P.L.C. inc.		-	-	46	46
Transport St-Agapit inc.		-	-	391	391
Total Chaudière - Appalaches		1 883	2 457	1 100	5 440
Côte-Nord					
9074-9664 Québec inc. (Portes et fenêtres Vaillancourt)		-	-	64	64
9160-7671 Qc inc. (Pétroles MB)		-	132	-	132
Caroline Tremblay, CPA inc.		-	-	107	107
Construction Leclerc et Pelletier inc.		-	-	125	125
Total Côte-Nord		-	132	296	428
Estrie					
6358331 Canada inc. (Groupe OEM)		-	120	-	120
Attraction inc.		-	338	-	338
Avizo Experts-Conseils inc.		-	300	-	300
Éco-Pak inc. (9316-3251 Québec inc.)		-	-	406	406
Fruits et légumes de l'Estrie (Les)		-	76	-	76
Innotex inc.		-	156	-	156
Khrome Produit - Transport (KPT) inc.		-	330	-	330
Nautic & Art inc.		-	-	423	423
Pieux Vistech inc.		375	488	-	863
S.E.2 inc.		125	-	-	125
Sherlic inc.		350	-	-	350
Spécialités industrielles Sherbrooke inc.		-	25	-	25
Total Estrie		850	1 833	829	3 512

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	50,00				
Capital croissance PME II s.e.c. (suite)					
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)		-	-	170	170
9144-3036 Québec inc. (Navigue.com)		-	296	-	296
Construction L.F.G. inc.		-	-	1 271	1 271
Entreprises Larebel inc. (Les)		-	188	-	188
Hôtel Baker Itée		125	-	-	125
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		125	484	1 441	2 050
Lanaudière					
Artotech Intégration inc.		-	-	38	38
Centre Nouvelle-Vie		-	-	286	286
Cryos Technologies inc.		812	537	-	1 349
La Fromagerie Champêtre inc.		911	-	-	911
Nouveau Monde Graphite inc.		193	-	-	193
Produits de Métal Pointech inc.		-	-	243	243
Total Lanaudière		1 916	537	567	3 020
Laurentides					
9317-5602 Québec inc. (Marché Leblanc inc.)		-	236	-	236
Alimenteurs Orientech inc.		-	132	-	132
Distribution Multi Online inc.		-	658	-	658
Jean-Jacques Campeau inc.		2 000	480	-	2 480
Technoflex International inc.		350	278	-	628
Total Laurentides		2 350	1 784	-	4 134
Laval					
8376905 Canada inc. (Paramédic)		-	236	-	236
Aliments Marina Del Rey inc.		-	167	-	167
Groupe Lumain inc.		-	-	1 780	1 780
Norseco inc.		-	360	-	360
Numesh inc.		-	1 500	-	1 500
Total Laval		-	2 263	1 780	4 043
Mauricie					
Aliments Prémont inc.		-	277	-	277
Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.		-	-	57	57
Maison Isabelle inc.		-	160	-	160
Maison Jamy inc.		-	22	91	113
Placements Le Belvédère inc.		-	720	3 125	3 845
Somnus Société de gestion inc.		-	-	216	216
Total Mauricie		-	1 179	3 489	4 668

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
31-12-2018	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	225	225
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	225	225
	9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	-	1 450	-	1 450
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	1 571	-	250	1 821
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	112	-	112
	9286-9890 Québec inc. (Groupe Surmesure)	-	480	-	480
	9361-4857 Québec inc. (Acam Transport inc.)	-	-	1 500	1 500
	Acema Importations inc.	-	66	-	66
	Alarme S.P.P. inc.	-	-	109	109
	Autobus Bibeau inc.	-	169	-	169
	Brosses Lacasse inc. (Les)	-	-	86	86
	Cloisons Corflex inc. (Les)	-	788	-	788
	Constructions 3P inc.	-	372	-	372
	Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)	-	176	-	176
	Groupe Bertrand Éditeurs inc.	-	-	278	278
	Groupe Grégor inc.	-	-	1 136	1 136
	Groupe Helios inc.	1 500	696	-	2 196
	Groupe Thomas Marine inc.	-	-	550	550
	Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)	-	1 767	-	1 767
	Industries B. Rainville inc.	-	-	210	210
	Logicmed inc.	-	-	338	338
	Mométal Structures inc.	-	1 000	-	1 000
	MTL Technologies inc.	-	365	-	365
	Placements F.I. inc.	-	516	-	516
	Pro Action Diesel inc.	-	-	195	195
	Rotoplast inc.	-	515	-	515
	W. Côté & fils ltée	-	750	-	750
	Total Montérégie		3 071	9 222	5 102
					17 395

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	50,00				
Montréal					
3236013 Canada inc. (Planète Mobile)		-	-	400	400
9041-9680 Québec inc. (Alco Transport)		-	125	-	125
9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)		-	-	167	167
9272-6751 Québec inc. (Studio de Yoga Wanderlust)		-	90	-	90
9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)		-	-	138	138
Alta Précision inc.		200	-	-	200
C.R.H. Oral Design inc.		-	207	-	207
Corporation Ressources Pershimex (anc. Exploration Khalkos inc.)		50	-	-	50
Datsit sphère inc.		1 000	1 402	-	2 402
Éditions Info Presse inc.		-	262	-	262
Exploration Azimut inc.		158	-	-	158
Faspac Plastiks inc.		-	475	-	475
G. & S. Fer-Aluminium inc.		-	338	-	338
Groupe Bugatti inc. (Le)		-	1 488	-	1 488
Centre du rasoir (Groupe CDREM inc.)		-	400	-	400
Groupe Gorski Itée		-	686	-	686
Groupe Shemie inc.		-	-	858	858
JSS Recherche Médicale inc.		2 000	367	-	2 367
M.C. Crystal inc.		-	-	250	250
Masdel inc.		725	1 004	-	1 729
Multiforme Métal inc.		-	-	500	500
Oboxmedia inc.		-	322	-	322
Reftech international inc.		-	-	206	206
Total Montréal		4 133	7 166	2 519	13 818
Nord-du-Québec					
9223-3196 Québec inc. (Rona)		-	-	200	200
9249-2206 Québec inc. (Construction Baie-James)		-	112	-	112
Exploration Dios inc.		62	-	-	62
Exploration Kintavar inc.		156	-	-	156
Exploration Midland inc.		76	-	-	76
Harfang Exploration inc.		107	-	-	107
Ressources GéoMégA inc.		164	-	-	164
Ressources Sirios inc.		144	-	-	144
Ressources Sphinx Itée		50	-	-	50
Ressources Tarku Itée		50	-	-	50
Ressources X-Terra inc.		112	-	-	112
Société d'exploration minière Vior inc.		63	-	-	63
Stelmine Canada Itée		101	-	-	101
Total Nord-du-Québec		1 085	112	200	1 397

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2018	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	130395 Canada inc. (Nordex inc.)		1 875	-	1 875
	2526-0100 Québec inc. (Terrassement J. Fortin)		-	379	379
	2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)		-	69	69
	2956-7062 Québec inc. (NAPA La Baie)		-	49	49
	9165-8021 Québec inc. (Transport R.C.I.)		-	200	200
	9182-6032 Québec inc. (La Bonne Patate)		-	-	103
	9216-3146 Québec inc. (Voie Maltée Brasserie)		-	-	73
	9244-7770 Québec inc. (Voie Maltée)		-	-	7
	9280-3162 Québec inc. (Transport Réal Villeneuve inc.)		-	250	250
	9328-9486 Québec inc. (Dém.et Exc. Démex inc. et Centrem)		390	198	588
	9348-0739 Québec inc. (Voie Maltée Usine)		-	-	150
	9365-4606 Québec inc. (Voie Maltée Holding)		825	-	825
	Cervo-Polygaz inc.		-	-	169
	Chlorophylle (4145275 Canada inc.)		-	75	75
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.		-	473	473
	Communications Télésignal inc.		337	-	337
	Constructions Fabmec inc.		-	-	319
	Déménagement Tremblay Express ltée (Les)		250	-	175
	Déry Télécom inc.		-	-	1 785
	Équipements industriels Barsatech inc.		-	-	218
	Équipements Villeneuve inc.		-	496	496
	Fenêtres Réjean Tremblay inc. (Les)		-	320	320
	Flash Néon inc.		-	-	128
	Foresco Holding inc.		-	209	209
	Gestion R. et G.G. inc.		2 000	-	2 000
	Groupe E.D.S. inc.		-	107	107
	Imprimeurs Associés ICLT-Commerciale inc. (Les)		-	128	128
	Industries G.R.C. inc. (Les)		-	100	100
	Mermax inc.		-	-	120
	Messagerie du Fjord inc.		-	34	34
	Métatube (1993) inc.		-	150	150
	Pavillon des Mille Fleurs inc.		-	-	2 250
	Restaurant La Cuisine inc.		-	128	128
	Sécuor inc.		-	150	240
	Taimi R & D inc.		-	154	154
	Télénet Informatique inc.		500	96	596
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		6 177	3 317	6 035
			30 758	38 216	30 470
	Fonds engagés mais non déboursés				140
	Total Capital croissance PME II s.e.c.				99 583

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Desjardins Capital PME, S.E.C.	40,00				
Abitibi-Témiscamingue					
2732-2304 Québec inc. (Location Dion)		-	720	-	720
Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	1 600	-	1 600
Perseus Services-Conseils inc.		-	80	-	80
Total Abitibi-Témiscamingue		-	2 400	-	2 400
Bas-Saint-Laurent					
9024-0177 Québec inc. (Transport Stéphane Ross)		-	192	-	192
Bouffard Sanitaire inc.		-	120	240	360
La Maison du Lac Témiscouata inc.		-	120	-	120
Les Conteneurs Verts inc.		-	-	280	280
Les Finesses d'Alsace inc.		-	49	-	49
Transport Gérard Hallé inc.		-	190	-	190
Total Bas-Saint-Laurent		-	671	520	1 191
Capitale-Nationale					
Oricom internet inc.		310	297	-	607
Produits Pâtisserie Michaud inc.		-	140	-	140
Total Capitale-Nationale		310	437	-	747
Centre-du-Québec					
Ferblanterie Gilles Laliberté		-	354	-	354
Total Centre-du-Québec		-	354	-	354
Chaudière - Appalaches					
Ancia Personnel inc.		-	238	-	238
Total Chaudière - Appalaches		-	238	-	238
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
9368-8828 Québec inc. (Danis Renaud Pêcheur Homard)		-	252	-	252
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		-	252	-	252
Lanaudière					
EEGT inc.		-	-	300	300
Les Meubles PEL International Itée		-	300	-	300
Paul Arbec inc.		-	3 600	-	3 600
Total Lanaudière		-	3 900	300	4 200

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Desjardins Capital PME, S.E.C. (suite)	40,00				
Laval					
L. Nardella Associés ltée		640	1 400	-	2 040
Total Laval		640	1 400	-	2 040
Montérégie					
3894207 Canada inc.(Barbies TM)		-	200	-	200
9341-3292 Québec inc. (Keg Management)		-	400	-	400
Asselin Mécanique Industrielle inc.		-	715	-	715
Bigo inc.		-	201	-	201
Éveil des Sens inc.		-	200	-	200
Total Montérégie		-	1 716	-	1 716
Montréal					
3236013 Canada inc. (Planète Mobile)		-	-	480	480
9115-7115 Québec inc. (Résidence des Bâtitseurs, Sept-Îles)		-	-	800	800
DEK Canada inc.		-	100	-	100
Disprotech inc.		-	-	280	280
Groupe Azur inc.		600	-	-	600
Groupe Shemie inc.		-	-	1 800	1 800
IP4B inc.		-	300	-	300
Maintenance Reftech International inc.		-	-	400	400
Multiforme Métal inc.		-	-	94	94
Résidences pour aînés Immo 1ere inc.		3 800	-	-	3 800
Total Montréal		4 400	400	3 854	8 654
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
2724600 Canada ltée (Industries Soudex)		-	80	-	80
2331-8884 Québec inc. (Groupe Avantage Logistique)		240	-	-	240
Câble-Axion Digital inc.		-	-	1 950	1 950
Clinique médicale privée Opti-Soins inc.		-	268	-	268
Groupe ATCO inc.		-	180	-	180
Société en commandite Lokia Trois-Rivières		-	-	2 043	2 043
STC Manufacturier inc.		-	120	-	120
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		240	648	3 993	4 881
		5 590	12 416	8 667	26 673
Fonds engagés mais non déboursés					4 232
Total Desjardins Capital PME, S.E.C.					30 905

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Desjardins Capital Transatlantique s.e.c	60,67				
Hors Canada					
Apside Advance		1 430	374	-	1 804
Texelis Fintex		779	-	-	779
Texelis Mobilitex		-	1 529	-	1 529
Total Hors Canada		2 209	1 903	-	4 112
Fonds engagés mais non déboursés					-
Total Desjardins Capital Transatlantique s.e.c					4 112

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49				
7525443 Canada inc. (Inflotrolix)		400	-	-	400
9088-9148 Qc inc. (Usinage SM)		-	153	-	153
9310-3760 Québec inc. (Rhéabrio Interface Corporelle)		-	72	-	72
9324-2568 Québec inc. (Manutech)		-	141	-	141
9360-4742 Qc inc. (LONGPREBP Béton Préfabriqué)		-	69	-	69
9813063 Canada inc. (Mes Machines Intelligentes)		-	143	-	143
A3 Surfaces inc.		-	82	-	82
Agriculture Concentric inc.		2 866	-	-	2 866
Airex Énergie inc.		1 448	-	-	1 448
Alaya Soins inc.		136	-	-	136
Albert Perron inc.		470	-	-	470
Ananda Devices		-	148	-	148
AppMed inc.		-	74	-	74
AxesNetwork Solutions inc.		1 933	721	-	2 654
Biocéan Canada inc.		272	54	-	326
Biomomentum inc.		-	151	-	151
CmLabs Simulations inc.		817	-	272	1 089
Delve Labs inc.		664	180	-	844
Dymedso inc.		-	142	-	142
E2Metrix inc.		348	545	-	893
Emovi inc.		-	152	-	152
Énergie Solutions Air (ESA)		-	136	-	136
FjordAl Aluminium inc.		163	-	-	163
Fonds Entrepria Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	305
Fonds Innovexport s.e.c.		974	-	-	974
Fond-vers inc.		-	52	-	52
Groupe Icible inc.		-	136	-	136
Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	72	-	72
Gullivert Technologies inc.		109	-	-	109
Hortau inc.		368	-	-	368
Imagia Cybernetics inc.		1 333	-	-	1 333
Imeka Solutions inc.		-	205	-	205
Inno-3B inc.		-	288	-	288
Innomalt inc.		-	250	-	250
Innovative Imaging Technologies inc. (IIT)		1 090	-	-	1 090
Ionodes inc.		316	-	-	316
Kinesiq inc.		-	145	-	145
Kube Innovation inc.		-	72	-	72
Laboratoire M2 inc.		817	-	164	981
Laserax inc.		1 880	-	-	1 880
LeddarTech inc.		714	1 047	-	1 761
LVL Global inc.		191	-	-	191
Mobilus Technologies inc.		-	96	-	96
nGUVU Technologies inc.		817	-	-	817
o3d inc.		-	74	-	74
Optina Diagnostiques inc.		148	-	-	148
OXO Fab inc.		-	145	-	145
OxyNov inc.		611	-	-	611
Prevtec Microbia inc.		2 094	-	-	2 094
Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	-	311
Rekruti Solutions inc.		-	272	-	272
Ressources Nippon Dragon inc.		178	-	-	178
Société de gestion de projets Ecotierra inc.		296	-	-	296

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
31-12-2018 Desjardins – Innovatech S.E.C. (suite)	54,49				
Solutions Greybox inc.		-	72	-	72
Solutions Interactives de validation 88 inc.		1 143	-	-	1 143
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.		-	301	-	301
Technologie leadfox inc.		-	210	-	210
Technologies Intelia inc.		235	288	-	523
TSO3 inc.		773	-	-	773
Umanx inc.		-	594	-	594
VIMAC Early Stage Fund L.P.		611	-	-	611
Voltra Technologie - Réseau Synapse inc.		-	44	-	44
		<u>24 831</u>	<u>7 326</u>	<u>436</u>	<u>32 593</u>
Fonds engagés mais non déboursés					<u>2 598</u>
Total Desjardins - Innovatech S.E.C.					<u>35 191</u>

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2019

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Société en commandite Essor et Coopération	94,55				
Agropur Coopérative		4 728	-	-	4 728
Café Cambio, coopérative de travail		174	-	-	174
Camping co-op des Érables de Montmagny		236	-	-	236
Central Café - Coop de solidarité		189	-	-	189
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable		4 728	-	-	4 728
Club coopératif de consommation d'Amos		946	-	-	946
Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francs		-	619	-	619
Coopérative de travailleurs actionnaires de Xpertdoc Technologies		473	519	-	992
Coopérative forestière de Petit Paris		-	757	-	757
Coopérative forestière Ferland-Boilleau		-	709	-	709
Coopérative Vision-Éducation		756	-	-	756
École Plein Soleil (Association coopérative)		946	-	-	946
Fédération des coopératives funéraires du Québec		615	-	-	615
Fédération québécoise des coopératives forestières		284	-	-	284
Journal de Lévis, coopérative de solidarité (Le)		-	285	-	285
La Coop Avantis		1 417	-	-	1 417
La Coop fédérée		4 727	-	-	4 727
La Coop Unifrontières		905	-	-	905
		<u>21 124</u>	<u>2 889</u>	<u>-</u>	<u>24 013</u>
Fonds engagés mais non déboursés					<u>4 855</u>
Total Société en commandite Essor et Coopération					<u>28 868</u>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.



2, complexe Desjardins
C.P. 760, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8

Relations avec les investisseurs
1 888 522-3222

capitalregional.com